

SOMMAIRE

Editorial	1
Président Kayibanda : Discours lors de la visite du Président Mobutu	2
Président Mobutu : Discours prononcé à Kigali	5
Textes signés conjointement	10
J. Massion : Culture et Christianisme	14
Président Nyerere : Ujamaa ou le fondement du socialisme africain	20
Les villages communautaires Ujamaa	31
Dialogue : Quelques problèmes majeurs de déve- loppement au Rwanda	35
M. Bonnet : Des jeunes travailleurs rwandais vous parlent	44
J. Rens : L'opinion belge et l'aide au développement	52
R. Heremans : Pénétration européenne en Afrique Centrale et réactions africaines	56
Chronique des livres :	70

Paraît tous les deux mois. Il publie des articles intéressant la vie
chrétienne dans le monde d'aujourd'hui, en particulier au Rwanda.

Abonnements : Rwanda : Un an : 300 frs. rwandais
Banque Commerciale du Rwanda n° 3778 Kigali
ou par mandat-poste Dialogue B.P. 572 Kigali
ou par un Economat Général.
Etranger : Un an : 300 frs. belges
CCP 313.66 Abbé J. Massion, Bruxelles.

DIALOGUE

DIALOGUE N° 35
Nov.-Déc. 1972

Editorial

Cette fois encore "Dialogue" doit demander l'indulgence de ses lecteurs. Un stupide accident technique a causé un retard sensible à la parution de ce numéro.

Il faut un ruban de soie spécial pour la frappe du texte destiné à la photographie du procédé offset. Nulle part on n'a pu en trouver au Rwanda. Il a donc fallu recourir à l'Europe. Les vicissitudes du courrier et la modification des horaires d'avion expliquent le reste.

Nous croyons compenser cette déception par la diversité des textes présentés à nos lecteurs.

Sans doute, fallait-il évoquer la visite du Président Mobutu au Rwanda. Deux discours et le résumé des textes si-
gnés conjointement par les représentants des deux Républiques y pourvoient.

Le texte suivant "Culture et Christianisme" veut s'efforcer de dissiper certaines équivoques. "Le langage est souvent source de malentendus", disait le renard au Petit Prince de Saint-Exupéry.

Vient alors tout un volet abordant les problèmes du développement, à savoir deux textes, l'un doctrinal, l'autre d'information sur le "socialisme africain de Tanzanie" repris du Bulletin d'Information de la J.O.C. internationale; une information sur quelques grands projets majeurs au Rwanda; un éclairage venant des jeunes travailleurs salariés du Rwanda; une prise de contact avec l'opinion belge en matière d'aide au développement;

Pour reposer nos lecteurs, nous publions ensuite une étude fort originale et très agréable à lire de R. Heremans sur la manière dont fut accueillie par les Africains d'Afrique Centrale la pénétration européenne au 19^e siècle.

Il ne nous reste qu'à souhaiter à nos lecteurs de partager l'intérêt que le Comité de Rédaction a pris à la lecture de ces textes.

Discours du Président Kayibanda

à l'occasion de la visite officielle du Président de la République du Zaïre au Rwanda

Cher Monsieur le Président et Ami,

Combien nous sommes heureux de vous voir parmi nous à une de nos fêtes nationales.

C'est pour nous, non seulement un honneur mais aussi une profonde joie.

L'homme qui a rétabli la paix publique dans un pays ami, l'homme qui a remonté une économie d'un pays grand et riche et, qui périlait, l'homme qui a galvanisé les Africains qui sont encore sous la férule coloniale, l'homme que nous avons rencontré à l'étranger, l'homme que nous avons connu à Goma et à Gisenyi, l'homme que nous recevons aujourd'hui chez nous à Kigali, l'homme que beaucoup de Responsables Rwandais connaissent et estiment, l'homme qui a beaucoup d'amis parmi nous, cet homme, le Président Mobutu, nous le recevons avec honneur et avec joie.

Ce que nous lui offrons en réponse à sa visite officielle, c'est notre amitié sincère envers lui, envers son parti, envers son peuple qui est pour nous un peuple frère et ami.

Nous maintenons les conventions signées entre le Rwanda et le Zaïre, nous poursuivons les divers projets de conventions de coopération, nous sommes déterminés à ne rien lâcher de ce qui puisse promouvoir nos populations respectives : c'est cela que nous considérons comme une marche réelle vers l'Unité Africaine.

Et nous devons lui dire, que pour nous le Parti National, le Mouvement Démocratique Républicain Parmehutu, et l'action internationale du pays ne peuvent être séparés. En tout programme, en tout projet de développement, c'est l'intérêt des masses populaires, qui doit avoir la priorité. Sans cela c'est le néocolonialisme que nous combattons tous. Nous devons être logiques et lutter, et accepter la lutte en conséquence, avec clarté et un calme bien étendu et avec le plus d'humanité possible. Notre arme n'a jamais été le mensonge, la

calomnie, mais la vérité, l'étude calme des situations, la planification et le travail.

Je continue à croire, Cher Monsieur le Président, Mes chers amis, que l'union des Etats des Grands Lacs se réalisera. Ce que des Géographes ont appelé "le Grand Graben Africain" est constitué par les lacs Édouard, Albert, le Kivu, le Tanganyika et est possédé par les pays que nous n'avons pas besoin de citer : le Zaïre, le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie, le Burundi, le Kenya, la Zambie et même ce que l'on appelle aujourd'hui la Rhodésie et le Mozambique ainsi que le Soudan.

Nous savons tous que les peuples environnant le Graben centrafricain formé géographiquement par ces lacs, qui ne sont pas des éléments colonialistes mais naturels, sont des peuples frères, tant au niveau humain et culturel qu'économique, et qu'ils sont des frères proches et complémentaires à tous points de vue.

Le jour où les Responsables chargés de cette importante région d'Afrique verront et examineront de près les problèmes économiques, sociaux et proprement humains qui s'y posent, ce jour-là, les populations qui entourent le Graben africain seront sauvées du sous-développement : car l'enclavement, l'autarcie, l'isolement et les démagogies et intrigues des néocolonialistes deviendront impossibles : le plus riche sera utile à tous les autres, le plus pauvre participera au développement, et les mots et menaces feront place au travail. Et le néocolonialisme cédera la place au progrès dans cette partie de l'Afrique. Il en sera ainsi, et le Graben aura ainsi son sens car, on va y enterrer le sous-développement dont souffrent les populations des pays que j'ai cités tout à l'heure.

Je le déclare, Cher Monsieur le Président à l'occasion de votre visite au Rwanda : je souhaite une réunion entre les pays partageant le Grand Graben, les grands lacs centrafricains, que ces pays puissent se rencontrer dans n'importe laquelle de nos capitales : pour voir et examiner les possibilités de collaboration pour la promotion économique, sociale, culturelle de nos populations respectives. Ces populations, tout le monde le sait, sont les mêmes au point de vue humain, elles ont les mêmes difficultés économiques : des solutions concertées, avec l'utilisation de leurs lacs et fleuves, peuvent être trouvées.

Je sais que nous sommes tous sensibles aux grands ensembles pour une meilleure efficacité. Nous pouvons par ailleurs comprendre que les insultes qui viennent d'un pays, pourtant frère aussi, peuvent vous gêner. Nous le regrettons et, Très Cher Collègue, vous pouvez comprendre les causes subconscientes

tes. Nous pensons, quant à nous que c'est passer comme il est en toute politique internationale. Nous savons que notre Collègue le Président Mobutu n'a pas manqué d'intervenir en toute bonne foi pour la pacification et dans le sens positif mais il sait aussi que la bonne foi peut être trompée à fond, malgré nos surveillances mêmes fraternelles et techniques. Nos démarches conjuguées arriveront à tranquilliser des frères. Mensonges et calomnies, même orchestrés ne cessent pas d'être des mensonges mais ils ne détruiront pas notre volonté de paix et collaboration pour le développement démocratique de l'Afrique.

Monsieur le Président et Cher Collègue, poursuivant mon thème relatif à ce que vous avez réalisé pour le Zaïre, aux démarches pour l'entente des pays africains, voyant les relations fraternelles existant entre le Zaïre et le Rwanda, je vous confère la décoration rwandaise "GRAND-CROIX DE L'ORDRE NATIONAL DU RWANDA" et invite le peuple à vous accueillir comme l'ami de la République Rwandaise en qui nous découvrons, dans la simplicité de notre culture, la République du Zaïre.

Vive le Président Mobutu, Vive le Zaïre son pays, Vive la République Rwandaise et Vive la Coopération et l'Amitié internationales.

Kigali, le 26 octobre 1972

Le Président de la République,
Gr. KAYIBANDA

Discours du Général Mobutu prononcé à Kigali le 26 octobre 1972, à l'occasion de sa visite officielle au Rwanda (1)

Monsieur le Président et Cher Frère,

Au nom du peuple zaïrois tout entier, de son parti le Mouvement Populaire de la Révolution, de son Conseil exécutif et en mon nom personnel, je vous remercie de tout coeur pour les paroles que vous venez de m'adresser. J'y vois l'expression de l'amitié traditionnelle qui lie nos deux pays frères.

Je tiens aussi à vous exprimer ma gratitude pour l'occasion que vous me donnez de visiter votre pays.

Monsieur le Président et Cher Frère, je vous apporte à vous-même, à Madame la Présidente, au peuple rwandais tout entier et à son parti le Mouvement Démocratique Rwandais Painemutu, le salut fraternel de vos frères et soeurs du Zaïre.

Monsieur le Président et Cher Frère, je saisis également cette occasion pour vous présenter mes chaleureuses félicitations, à l'occasion de la fête du gouvernement que vous célébrez aujourd'hui et à laquelle vous avez bien voulu m'associer.

La visite que j'effectue au Rwanda doit être considérée comme une rencontre entre nos deux pays, dont l'amitié est scellée par l'histoire.

En effet, depuis 1919, date où le Rwanda était placé sous mandat belge, votre pays et le nôtre ont partagé les mêmes institutions et la même histoire coloniale. De plus, sur le plan ethnologique, les populations frontalières de nos pays sont les mêmes. Beaucoup d'entre eux se sont apparentés et constituent un brassage de nos peuples respectifs.

Ces faits historiques constituent le fondement d'une coopération particulière de ces deux peuples frères.

Monsieur le Président et Cher Frère, permettez-moi de vous féliciter pour les efforts que vous ne cessez de déployer pour sortir votre pays du sous-développement. En effet, vous avez promulgué un Code d'investissement, adopté par l'Assemblée Nationale depuis le 4 mai 1964, Code qui se caractérise par son principe libéral, en vue de promouvoir les investissements.

Pour mieux orienter l'économie de votre pays, vous avez mis sur pied deux plans quinquennaux. Le premier plan quinquennal, couvrant la période 66-70, a atteint la plupart de ses objectifs, notamment concernant les secteurs agricole, routier, médical et hospitalier, ainsi que de l'enseignement; tandis que le deuxième plan est appelé à réaliser les investissements laissés en suspens par le premier plan.

Monsieur le Président et Cher Frère, sur le plan politique, le Rwanda, après avoir surmonté quelques problèmes internes est, depuis 1963, un des pays les plus politiquement stables de l'Afrique, grâce à votre autorité et au M.D.R. Parmentu, parti des masses populaires rwandaises.

Monsieur le Président et Cher Frère, la stabilité dans la communauté, ainsi que les réalisations économiques que connaît le Rwanda, n'ont pu être rendues possibles que par le dynamisme de votre parti, le M.D.R. Parmentu, dont les options fondamentales visent, comme l'affirmait si bien ses Statuts - je cite - "l'émancipation intégrale des masses paysannes et ouvrières à l'égard des restes d'ignorance, de la pauvreté et des complexes devant l'exercice des droits civiques".

Monsieur le Président et Cher Frère, si ma présence ici est placée sous le signe de la fraternité zairo-rwandaise, elle s'insère également dans le cadre de la politique de bon voisinage, de paix et de coopération que le Zaïre mène avec les pays limitrophes.

Le Zaïre entend entretenir de bonnes relations avec tous les pays du monde épris de paix et de justice, et plus spécialement avec les pays libres de notre continent, en commençant par nos voisins immédiats. Le Zaïre attache un prix particulier à la consolidation et au développement des relations entre Etats Africains. Car, c'est à ce prix seulement, que nous pourrions valablement nous aider au décollage économique de nos nations respectives et contribuer à la libération des territoires africains encore sous domination étrangère.

Ainsi, le Zaïre apporte sa contribution aux mouvements de libération, non seulement dans le cadre de l'Organisation de l'Unité Africaine, mais aussi en mettant à la disposition de ces mouvements les moyens matériels susceptibles de les aider à hâter la libération de leurs patries.

Chargés par l'O.U.A., le Zaïre et les trois autres Etats frères, à savoir la République populaire du Congo, la Zambie et la Tanzanie, sont arrivés à convaincre leurs frères Angolais d'unifier leurs efforts militaires en vue de rendre plus efficaces les opérations de combat contre l'ennemi commun.

Nous avons toujours condamné le principe du dialogue avec l'Afrique du Sud, en raison de sa politique d'apartheid qui foule aux pieds la dignité humaine et les droits imprescriptibles des peuples à disposer d'eux-mêmes; droits que ne peuvent revendiquer à juste titre nos frères Namibiens.

En ce qui concerne le peuple Zimbabwe, nous tenons pour responsable la Grande-Bretagne, puissance coloniale qui a abandonné à la merci de la minorité blanche la majorité de nos frères africains, écartés de la gestion de la chose publique de leur pays, condamnés à la loi inhumaine de la ségrégation.

Nous attachons beaucoup d'importance au retour à la paix au Moyen-Orient et au Vietnam. Nous avons foi dans la bonne volonté des hommes pour surmonter les obstacles qui continuent à menacer la paix dans le monde.

En Afrique Centrale, la République du Zaïre entend mener une politique de bon voisinage et de paix. C'est dans cet ordre d'idées que nous avons apporté notre médiation, avec notre Collègue de la République populaire du Congo, dans le conflit qui opposait les républiques sœurs de la Guinée équatoriale et du Gabon.

Cette politique de paix et de bon voisinage trouve sa source dans la volonté ferme de notre jeune nation de rester ouverte à tous les pays épris de paix, de justice et de liberté.

C'est pourquoi, pénétrés des réalités contemporaines la République du Zaïre opte pour la politique de non-alignement, politique de la troisième voie, qui rejette, des à des, le communisme et le capitalisme. Nous ne sommes, ni à gauche, ni à droite. Nous marquons notre abstenion dans la lutte entre les blocs. Nous restons partisans résolus de la coopération entre tous les pays du monde, sans distinction d'idéologie.

Aussi, cette politique d'ouverture sur le monde et de rejets catégorique de toute inféodation est-elle inspirée et soutenue par notre détermination qui se cristallise autour de la politique de retour à l'authenticité.

La République du Zaïre est un grand pays qui avait été ridiculisé par les dirigeants incapables de l'ancien régime, qui en avaient fait ce que beaucoup ont appelé l'enfant malade de l'Afrique.

Nous sommes fiers, aujourd'hui, de nous présenter, à la face de l'Afrique et du monde, sans complexe aucun, et cela, grâce à une révolution profonde que nous avons opérée dans la mentalité de la population. Cette révolution s'appelle "retour à l'authenticité".

Chaque fois que nous en avons l'occasion, nous ne manquons jamais de souligner que l'authenticité qui s'opère au Zaïre est avant tout une philosophie universelle qui consiste à prendre les hommes là où ils sont, tels qu'ils sont, et à respecter les valeurs culturelles de chaque peuple.

Le recours à l'authenticité est, sur le plan interne, non seulement un instrument de paix, une prise de conscience de nos valeurs historiques, sociologiques, culturelles, philosophiques, spirituelles et artistiques, mais surtout le ferment de prise en main des destinées de notre peuple et, par tant, la source d'inspiration de notre conduite dans l'effort de développement socio-économique de notre pays.

Le retour à l'authenticité n'est donc, ni un nationalisme étroit, exacerbé, ni un retour aveugle au passé. Encore moins il ne constitue l'expression d'une xénophobie à l'endroit des étrangers. C'est un recensement de nos valeurs intrinsèques et fécondes, une reconstitution historique et dynamique de notre personnalité propre, en vue d'un décollage rapide et définitif d'un développement harmonieux et approprié à la spécificité de notre peuple. C'est pourquoi nous avons condamné tous les méfaits de la colonisation qui nous avait aliénés mentalement, avait ignoré nos valeurs profondes, les avait dénigrées et soigneusement détruites.

Si aujourd'hui, nous utilisons un langage étranger pour communiquer avec vous, cette langue ne sert que de véhicule d'expression d'une pensée authentiquement zaïroise.

L'affaire des prénoms au Zaïre, qui a enrichi les chroniques de la presse internationale, et pour laquelle le Pape lui-même nous a donné raison, est pourtant, à nos yeux, une affaire très simple.

Suivant notre authenticité, le nom est un hommage rendu aux ancêtres. Or, sans remonter jusqu'à Adam et Ève, nous savons que les ancêtres des Zaïrois sont des Zaïrois. De plus, la récompense de l'au-delà, ne peut se mesurer en fonction des prénoms que l'on a portés. Cela est d'autant plus vrai que l'Eglise catholique, qui avait vécu douze siècles sans prénoms, compte plusieurs saints canonisés ayant vécu dans la même époque. Personne ne pourra d'ailleurs nous démontrer que la façon de dire la prière puisse être l'exclusivité d'une religion quelconque.

C'est pourquoi nous avons réalisé, quant à nous, Zaïrois, que notre action politique et économique doit trouver son fondement dans une philosophie authentiquement zaïroise, qui refuse catégoriquement toutes les idéologies importées.

Monsieur le Président et Cher Frère, je suis heureux de constater que les relations entre la République Rwandaise et la République du Zaïre sont excellentes. En effet, plusieurs accords signés par les deux pays concrétisent cette situation. Je pense, notamment, à la Convention judiciaire, à l'accord aérien, à l'accord de télécommunication, à la Convention sur le droit d'établissement et de libre circulation de la main-d'œuvre, à la Convention sur la route Bugarama-Lviru, et à l'accord culturel. Nous pourrions également étendre cette coopération dans plusieurs domaines, car les destinées de nos deux peuples sont irrévocablement liées.

Monsieur le Président et Cher Frère, pour terminer, je tiens à vous dire, au nom de la délégation qui m'accompagne et en mon nom personnel, que je suis sensible à la qualité de l'accueil que la population de Kigali et, à travers elle, le peuple rwandais nous a réservé.

Il ne me reste plus qu'à formuler les vœux les meilleurs pour le bonheur de l'Afrique et du Rwanda. Que l'âme de nos ancêtres vous guide dans votre noble et lourde tâche et qu'elle protège votre vaillant peuple.

(1) Ce texte est la transcription de l'enregistrement du discours.

Accords Rwanda-Zaire

Textes signés conjointement par la République du Zaïre et la République du Rwanda, à l'occasion de la visite officielle au Rwanda du Président Mobutu, du 25 au 28 octobre 1972.

Le samedi 28 octobre, dans la matinée, un communiqué conjoint était signé et immédiatement diffusé par la Radio, quelques heures avant que le Président Mobutu quitte le Rwanda.

Le communiqué disait, entre autres choses, que "les deux chefs d'Etat s'étaient félicités de la signature, à l'occasion de cette visite, du Traité d'amitié et de coopération, de la Convention générale de coopération économique, technique, scientifique et culturelle, de l'Accord portant Organisation du Commerce frontalier et de Coopération douanière, ainsi que de la Requête conjointe à adresser au Programme des Nations Unies pour le Développement en vue du financement des études et de la réalisation du projet de mise en valeur du gisement de gaz méthane et d'autres substances se trouvant dans le lac Kivu."

Nous voudrions proposer plus loin aux lecteurs de "Diaslogue" une brève analyse de ces textes.

Notons encore que le communiqué final a réaffirmé la foi des signataires dans les objectifs et idéaux de l'O.U.A. et promis son soutien aux Mouvements africains luttant pour la libération de leur pays.

Au plan international, les représentants des deux républiques ont redit leur attachement aux objectifs définis dans la charte de l'O.U.A.

Le communiqué se termine par l'expression de la gratitude de la délégation zaïroise et l'invitation faite au Président Mobutu d'une visite officielle au Zaïre.

1. LE TRAITE D'AMITE ET DE COOPERATION ENTRE LA REPUBLIQUE RWANDAISE ET LA REPUBLIQUE DU ZAIRE.

Le traité affirme une volonté d'amitié et de coopération durables, qui se concrétisera de la façon suivante :

- a) une promotion réalisée ensemble de projets d'intérêt commun,
- b) l'encouragement à la collaboration des institutions tant publiques que privées,
- c) l'encouragement des autorités à la collaboration et aux relations amicales des ressortissants des deux pays,
- d) des consultations et rencontres régulières.

Le traité stipule encore que les différends éventuels seront réglés par des moyens pacifiques.

2. LA CONVENTION GENERALE DE COOPERATION ECONOMIQUE, TECHNIQUE, SCIENTIFIQUE ET CULTURELLE.

Elle prévoit que la volonté de coopérer dans tous ces domaines se traduira dans des accords spéciaux.

Une commission mixte est instituée pour assurer cette coopération. Elle se réunira au moins une fois l'an. Elle soumettra des recommandations aux Gouvernements des deux pays.

3. L'ACCORD PORTANT ORGANISATION DU COMMERCE FRONTALIER ET DE LA COOPERATION DOUANIERE

Cet accord vise, d'une part, à développer la coopération économique et les relations commerciales entre les deux pays, d'autre part à remédier aux infractions à la législation douanière.

Après avoir défini les termes "marchandises originaires", "légalisation douanière", "infraction douanière", "échanges frontaliers", l'Accord stipule que les deux parties contractantes autorisent les importations et les exportations des produits originaires du territoire de l'autre partie, en les exemptant de la formalité de la demande de licence d'importation ou d'exportation, pour autant que leur valeur en douane n'excède pas 100 droits de tirages spéciaux et qu'elles soient déclarées par l'importateur ou l'exportateur.

Il est entendu que les droits d'entrée et de sortie prévus par les tarifs douaniers de chaque des parties contractantes seront acquittés.

Les articles suivants de l'Accord traitent des postes douaniers frontaliers, des modalités de paiement des taxes douanières, des mesures à prendre en commun pour empêcher ou déjouer la fraude.

4. REQUETE CONJOINTE AU PNUD EN VUE DU FINANCEMENT DES ETUDES ET DE LA REALISATION DU PROJET DE MISE EN VALEUR DU GISEMENT DU LAC KIVU

Il s'agit des substances chimiques, en suspension dans les eaux du lac Kivu, à raison de 52,8 % pour le Zaïre et 47,2 % pour le Rwanda, la frontière entre les deux pays couvrant approximativement le lac en deux.

Parmi les substances chimiques visées, on cite le méthane, l'anhydride carbonique, l'hydrogène sulfuré, le soufre, l'azote, les phosphates, des sels divers.

C'est à partir du principe d'une coopération à base régionale que le Rwanda et le Zaïre introduisent une requête conjointe au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Cette démarche vise à obtenir le financement de l'étude et de la réalisation du projet de mise en valeur.

Elle préconise comme suit les principaux éléments à retenir :

- a) Une étude de marché visant à déterminer, dans une optique dynamique de développement, les débouchés possibles des différentes substances chimiques du gisement du lac Kivu dans l'ensemble régional qui l'environne.

Cette étude portera sur tous les secteurs où le méthane et les autres substances chimiques pourraient être utilisés avec profit pour le développement de la région, ainsi que sur les emplois du méthane comme carburant à des fins industrielles et commerciales, et comme matière première dans l'industrie chimique, notamment pour la fabrication d'engrais.

Elle déterminera le prix de revient des substances extraites et les débouchés possibles pour les produits des industries qui devraient être créées dans le cadre de la mise en valeur du gisement.

- b) Le choix des procédés techniques d'extraction des différentes substances chimiques du gisement, la détermination du type et des dimensions de l'usine d'extraction, compte tenu des études de marché réalisées, ainsi que l'emplacement de cette usine.

- c) Une étude technique et économique sur le stockage et le transport du méthane, depuis le centre d'extraction jusqu'aux différents centres de consommation, compte tenu des quantités minima et maxima prévisibles.

- d) La détermination des investissements nécessaires et la construction de l'usine.

- e) Une étude de faisabilité et de réalisation des installations industrielles devant être mises en place pour les différentes productions envisagées.

- f) Une étude des possibilités de fabrication de produits dérivés du gaz méthane.

- g) Une étude complémentaire pour la connaissance des facteurs intervenant dans la régénération du gisement.

- h) La formation et le perfectionnement des cadres rwandais et rwandais nécessaires à la réalisation de l'ensemble du projet.

Culture et Christianisme

Beaucoup de malentendus sont nés d'une regrettable confusion entre culture et christianisme.

Nous voudrions essayer de montrer sommairement que le christianisme n'est pas une culture, mais une révélation, c'est-à-dire une manifestation des vus de Dieu sur l'importance quelle culture, à quelque continent, à quelque région qu'elle appartienne.

ooo

Pour y voir un peu clair, il nous faut d'abord préciser ce qu'on entend par culture.

Employé au singulier, ce mot désigne un certain acquis venant de l'éducation, des milieux de vie et de l'expérience personnelle, stimulant à écouter les appels des événements et des hommes et à y répondre.

La culture peut ainsi signifier l'ensemble des moyens dont dispose un homme pour communiquer avec ses semblables.

En ce sens, l'homme cultivé est celui qui pense, juge et agit suivant la droite raison.

Quand on parle des cultures, au pluriel, on vise les manières de penser, juger et agir propres à un groupe, à un peuple, à une nation, voire à plusieurs nations. C'est ainsi qu'on parle de culture urbaine et de culture rurale, de culture occidentale et de culture africaine, de culture bourgeoise et de culture ouvrière.

Ces diverses formes de cultures présentent toutes un élément de valeur. Non pas qu'une culture puisse rejeter telle ou telle valeur réelle d'une autre culture; mais la diversification des cultures se fait suivant l'importance plus ou moins grande accordée à chacune des valeurs humaines, de manière à constituer ce qu'on nomme les échelles de valeurs caractéristiques des cultures. Finalement, une culture reflète une vision de l'homme, de sa destinée.

Prenons deux exemples.

Il n'est aucune culture qui méprise les relations humaines. Mais cette valeur se situe à une place bien plus importante dans les cultures d'Afrique noire que dans les cultures occidentales dominées par le démon de la technique.

Toute culture a la notion du temps, de la durée. Mais cette notion revêt, en Afrique, un caractère tout différent de celui qu'elle revêt dans les cultures informées par la technique, pour lesquelles vaut l'adage : "Le temps, c'est de l'argent".

Pour se demander si un homme est cultivé, il ne faut pas prendre référence à un type unique de culture, que certains voudraient canoniser. Il faut se référer à la culture du groupe auquel appartient cet homme.

Ce fut, durant des siècles, l'erreur de l'Europe coloniale de penser que sa culture était le seul modèle valable, et qu'elle apportait un bienfait aux peuples colonisés en essayant de les européaniser.

Depuis le début du siècle, cette erreur a été battue en brèche par les recherches et les réflexions des ethnologues et des sociologues. Pour ce qui concerne l'Afrique noire, en particulier, le mouvement de la Négritude, dont les principaux protagonistes furent, à partir des années 30, l'actuel Président du Sénégal, Léopold Senghor, et le Poète Martinique, Aimé Césaire, a rendu sa juste place au patrimoine des valeurs africaines.

Pour être complet, il faudrait signaler aussi un autre élément qui différencie les cultures. Il s'agit du processus de connaissance, d'approche des choses, d'approche de la vérité.

Bien sûr, toute culture use du raisonnement et de l'intuition. Mais une culture se caractérisera par la part plus ou moins large qu'elle fait à ces instruments de découverte de la réalité.

Sans entrer dans des développements qui ne peuvent trouver leur place ici, relevons, à titre d'exemple, la différence des processus de connaissance des Occidentaux et des Africains noirs. L'essentiel paraît bien tenir dans cette présentation qu'en faisait L. Senghor, au premier Congrès des Écrivains et Artistes noirs, à Paris, en 1955 : "La raison blanche est analytique par utilisation, la raison nègre (sic) est intuitive par participation". Il faut entendre le mot "raison" dans le sens de "processus de connaissance". Cela revient à dire que l'Occidental se pose habituellement deux questions : "De quoi s'agit-il ? À quel cela peut-il servir ?" L'Africain noir, au contraire, progresse dans la connaissance de la réalité par regards intérieurs (intués), par touches successives, toujours avec le désir d'un échange d'énergie vitale.

ooo

Qu'un homme ne puisse être lui-même, être authentique, qu'en s'insérant dans la culture de son peuple, c'est trop clair. Qu'il doive travailler à exalter, à épanouir, à sauvegarder les valeurs de son milieu culturel, c'est évident. Il n'est plus sur terre d'homme tant soit peu cultivé qui ne souscrive à ces affirmations.

Mais le développement prodigieux de la science et de la technique, au cours de ces dernières décades, vient de provoquer une rencontre spectaculaire des cultures. Il n'y a plus de nation repliée sur elle-même, il n'y a plus de culture qui ne soit battue par les vagues des cultures étrangères.

De plus en plus, nous assistons à l'apparition d'une culture de type universel. Elle est stimulée par l'espérance d'un meilleur niveau de vie qu'apportent la science et la technique. Elle invite les cultures traditionnelles à assimiler les éléments valables que proposent science et technique, sans, pour autant, renier toutes les valeurs héritées des ancêtres.

En d'autres termes, l'authenticité doit être accompagnée de la créativité, sous peine de voir la culture se couper de la vie et se scléroser.

Mais qu'il soit bien entendu que science et technique ne peuvent prétendre à constituer à elles seules une culture, ni à niveler par le bas les diverses formes de culture.

Que chaque groupe humain - et ce sera surtout le travail des élites - s'efforce de déterminer, dans sa culture, les éléments qui ont valeur permanente, afin de les maintenir, et ce qui s'oppose à une créativité nécessaire, pour l'éliminer. Qu'il prenne dans ce que l'homme communément "culture technique" les valeurs authentiques; mais qu'il rejette les antivalleurs qui risquent d'étouffer chez lui le sens de l'homme.

ooo

Où se situe le christianisme dans tout cela ?

Le christianisme ne fait pas le choix d'une culture. Il est, suivant l'expression de l'évangile, le levain de toute culture.

Il a vu le jour, non pas dans le monde occidental, mais dans le Moyen-Orient. La manière dont s'explique Jésus, dans d'innombrables paraboles, est bien plus proche de l'Afrique que de l'Europe.

Le christianisme n'a jamais voulu dépersonnaliser l'homme en lui imposant une culture différente de celle de son

peuple. En ce sens Paul disait : "Je me suis fait Grec avec les Grecs, Juif avec les Juifs".

Le christianisme vient révéler les vues de Dieu sur l'homme; il vient révéler à l'homme, où qu'il se situe, que sa vocation est de vivre des exigences mêmes de la vie de Dieu. C'est pourquoi Jésus, comme l'avait fait Jean-Baptiste, commence sa prédication en réclamant un changement de mentalité. Mon pas une aliénation, mais une entéléchion. Ce que j'en traduis habituellement en français par "l'âme pénitente" a, dans la langue grecque originale, un sens beaucoup plus profond. La Metanoia - qu'on traduit bien exotisme cette position en français - est une conversion profonde, un retour à Dieu par un changement de mentalité, par une vue plus profonde et renouvelée des choses, entraînant une nouvelle manière de nous comporter.

Les Epîtres de Saint Paul ont explicité, à diverses reprises, le renouveau réclamé par Jésus, lorsqu'il appelle Nicodème à renaitre de l'Esprit. S'adressant à la population chrétienne du grand port d'Éphèse, une des métropoles du commerce en Méditerranée, Paul écrivait : "Je vous dis donc et je vous adjure dans le Seigneur de ne plus vous conduire comme les font les païens, avec leur vain jugement et leurs pensées éternelles... Mais vous, ce n'est pas ainsi que vous avez appris le Christ, si du moins vous l'avez reçu dans une prédication et un enseignement conformes à la vérité qui est en Jésus, à savoir qu'il vous faut abandonner votre premier genre de vie et dénouiller le vieil homme, qui va se corrompre au fil des convoitises décevantes, pour vous renouveler par une transformation spirituelle de votre jugement et révéler l'homme nouveau, qui a été créé selon Dieu, dans la justice et la sainteté de la vérité".

Il s'agit donc, en devenant chrétien, de s'engager à être un autre type d'homme, non pas aliéné à sa culture, mais entré pleinement dans les vues de Dieu et prenant le Christ comme modèle.

Encore une fois, en le saisissant, il ne s'agit pas d'imiter servilement les gestes que fit Jésus dans le contexte de la culture de son peuple. Mais il s'agit, pour un chrétien, qu'il soit Occidental, Asiatique ou Africain, au sein même de la culture de son peuple, de se dénouiller de tout ce qui n'est pas vue de Dieu, pour être pleinement conduit par l'Esprit de Dieu.

Quand nous disons que le christianisme est une révélation, nous affirmons qu'il est l'accueil d'une Parole de Dieu sur ce qu'il est et sur ce que l'homme doit être pour réaliser pleinement sa destinée. Nous affirmons que cette révélation nous est manifestée par excellence dans Jésus de Nazareth.

Quand nous disons que le christianisme n'est pas une culture, nous affirmons qu'il n'a pas la prétention de faire table rase des cultures auxquelles il présente son message, ni de se laisser annexer par telle ou telle culture. Il vient pour faire connaître les vues de Dieu sur chaque culture et lui apporter les moyens de faire de cette "connaissance", une renaissance, une naissance à la vie même de Dieu, que Saint Paul a caractérisée plus haut : "justice et sainteté". A quelque milieu culturel qu'on appartienne, en devenant chrétien, on est invité à accéder au sommet de la charité dans le pardon des ennemis.

ooo

Deux remarques viennent à l'esprit.

Tout d'abord, une constatation historique. Durant des siècles, le christianisme est resté l'apanage quasi exclusif de l'Occident. Petit à petit, la culture occidentale s'est imprégnée du levain chrétien. C'est au point que des Occidentaux, même non chrétiens, usent de manières de parler empruntées à l'évangile, et que pas mal d'institutions occidentales ont une consonance chrétienne. Que l'on songe, par exemple, au mariage monogamique. Cela ne signifie d'ailleurs pas que le chrétien occidental n'a pas à refaire sans cesse le tri réclamé par l'évangile. Il suffit d'évoquer les excès de la société de consommation et la vague d'érotisme dans l'Occident d'aujourd'hui.

La seconde remarque découle de la première.

A l'époque des grandes explorations, soit à partir du 15^e siècle, le message chrétien fut apporté aux populations nouvellement découvertes par des Occidentaux.

Jusqu'au début du 20^e siècle, l'évangélisation fut un des supports de l'expansion de la culture occidentale. Inévitablement l'accession au christianisme devait apparaître comme une aliénation, une rupture avec le milieu culturel, avec le peuple auquel on appartenait.

Si l'on ajoute à cela que les évangélistes arrivaient en même temps qu'un pouvoir colonisateur souvent fermé à toute culture étrangère, on comprendra que la confusion était quasi inévitable entre christianisme et culture occidentale.

ooo

Être chrétien n'a jamais été commode. Ce ne l'est pas non plus aujourd'hui.

Un chrétien est d'abord un homme profondément inséré dans son milieu culturel. Il est en même temps un homme à l'écoute des autres.

Mais dans cette fidélité et cette créativité, il se laisse conduire par des options qui dépassent les options simplement humaines, parce qu'elles sont répondues à l'invitation faite à l'humanité tout entière d'entrer dans la vie même de Dieu.

J. MASSION

Ujamaa ou le fondement du socialisme africain

Note de la Rédaction

Nous publions ci-après, par souci d'information, deux textes concernant le développement de la Tanzanie.

Le premier traite du fondement du socialisme africain. Texte fort sympathique, où les Africains retrouvent avec plaisir quelques éléments de base de leur philosophie. "On croirait que l'auteur a copié totalement l'annuaire "Urwanda" (la coutume du Rwanda), nous dit un membre Rwandais du Comité de Rédaction. "A ce point de vue, Tanganyika et Rwanda sont identiques", continue-t-il.

Notre souci d'informer ne dispense pas nos lecteurs d'exercer leur esprit critique. Tout le monde ne sera pas d'accord sur certaines affirmations concernant des situations africaines ou s'exprimant sur des systèmes économique-sociaux occidentaux.

Une autre objection que feront peut-être certains. C'est que, du point de vue sociologique, il est difficile de traiter de manière semblable deux sociétés de dimensions aussi différentes que la famille et la nation.

Le deuxième texte : "Les villages communautaires Ujamaa" ne cache d'ailleurs pas les difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre de ce "socialisme" africain.

Ajoutons enfin que le mot "socialisme" est employé ici dans un sens analogique par rapport au sens qu'il revêt habituellement. Le premier texte précise son sens exact.

o o o

Le socialisme, comme la démocratie, est une attitude d'esprit. Dans une société socialiste, c'est la mentalité socialiste, et non l'adhésion inconditionnelle à un modèle politique standard, qu'il faut pour s'assurer que les gens ont à coeur le bien-être les uns des autres.

Les lignes qui suivent se proposent d'examiner cette mentalité. Elles n'ont pas du tout pour but de définir les institutions qui pourraient lui permettre de prendre corps dans une société moderne.

Chez l'individu, aussi bien que dans la société, c'est une disposition de l'esprit qui distingue le socialiste du non-socialiste. Elle n'a rien à voir avec la possession ou la non-possession des biens. Des gens dans l'indigence peuvent être des capitalistes en puissance - exploitateurs de leurs frères humains.

Un millionnaire peut également bien être un socialiste; il peut s'accorder à ses biens comme seule valeur que l'usage qu'il peut en faire pour servir ses semblables. Mais celui qui se sert de sa richesse pour opprimer ne fût-ce qu'un seul de ses semblables est un capitaliste. Celui qui le ferait s'il en avait les moyens, aussi !

Je viens de dire qu'un millionnaire peut être un bon socialiste. Mais un millionnaire socialiste est un phénomène plutôt rare. En fait c'est presque une contradiction dans les termes. Dans aucun pays l'apparition des millionnaires ne constitue une preuve de l'aisance qui y règne; on peut en trouver dans des pays très pauvres comme le Tanganyika tout aussi bien que dans des pays riches comme les Etats-Unis d'Amérique. Car ce n'est ni l'efficacité dans la production, ni la quantité des biens qui circulent dans un pays, qui orientent les millionnaires; c'est l'inégale distribution de ce qui est produit. La différence fondamentale entre une société socialiste et une société capitaliste ne se situe pas au niveau des modes de production des biens, mais dans la façon dont les biens sont distribués. S'il est donc vrai qu'un millionnaire pourrait être un bon socialiste, il pourrait, par contre, très difficilement être le produit d'une société socialiste.

Puisque l'existence de millionnaires dans une société ne dépend pas de son aisance, cela pourrait peut-être intéresser les sociologues de chercher à comprendre pourquoi nos sociétés en Afrique n'ont pas, en fait, produit des millionnaires - car enfin, nous avons certainement assez de biens pour en créer quelques-uns. Ils découvriraient, je crois, que c'est parce que l'organisation de la société africaine traditionnelle - en particulier la distribution des biens qu'elle avait élaborée - était telle qu'il n'y avait presque pas de place pour le parasitisme. Ils ajouteraient sans doute aussi, bien sûr, que le résultat en a été que l'Afrique s'est trouvée incapable de produire une classe oisive de propriétaires terriens et que, par conséquent, il n'y a eu personne pour produire ces oeuvres d'art et ces travaux scientifiques dont les pays capitalistes peuvent se vanter. Mais les oeuvres d'art et les réalisations de la science sont des produits de l'intelligence - qui est, ainsi que la terre, un des dons faits à l'homme par Dieu. Et je ne puis croire que

Dieu fasse preuve de laisser-aller au point de faire dépendre le bon usage d'un de ses dons du mauvais usage d'un autre.

Les défenseurs du capitalisme prétendent que la richesse du millionnaire est la juste récompense de ses capacités et de son esprit d'entreprise. Mais cette prétention ne repose pas sur les faits. La richesse d'un millionnaire dépend aussi peu de l'esprit d'entreprise et des aptitudes du millionnaire lui-même que la puissance d'un monarque féodal dépendait de ses propres efforts, de son caractère entreprenant ou de sa propre intelligence. Tous les deux ne sont que des profiteurs, ne font qu'exploiter les capacités et l'esprit d'entreprise d'autres gens. Même lorsqu'on trouve un millionnaire exceptionnellement intelligent et particulièrement laborieux, la différence entre son intelligence, son esprit d'entreprise et son amour du travail, d'une part, et ceux des autres membres de la société, d'autre part, ne peut jamais être proportionnelle à la différence qui existe entre leurs "récompenses" respectives. Il doit sûrement y avoir quelque chose qui cloche dans une société où un homme, aussi laborieux et intelligent soit-il, peut acquiescer à lui tout seul une "récompense" égale à celles d'un millier de ses semblables réunis.

Accumuler des biens avec l'intention de conquérir le pouvoir ou le prestige n'est pas socialiste. Dans une société où règne l'égoïsme au gain, les richesses ont tendance à corrompre ceux qui les possèdent. Elles ont tendance à entretenir en eux le désir de vivre plus confortablement que leurs concitoyens, de s'habiller mieux qu'eux, bref de les dépasser en tout. Ils commencent à penser qu'ils doivent dominer leurs voisins du plus haut qu'ils peuvent. Le contraste criant entre leur confort à eux et la gêne dans laquelle vit, en comparaison, le reste de la société, devient presque essentiel à la jouissance de leurs richesses et cela déclenche une escalade sans fin de la compétition entre les individus - ce qui, de ce fait, est anti-social.

Mises à part les conséquences anti-sociales de l'accumulation de richesses individuelles, le désir même d'accumuler de telles richesses doit s'interpréter comme un vote de "non-confiance" envers le système social. Car lorsqu'une société est organisée de telle sorte qu'elle a à cœur les intérêts de chacun de ses membres, alors, à condition qu'il soit disposé à travailler, aucun individu de cette société n'aurait à s'occuper de ce qu'il devrait demain s'il amassait des fortunes aujourd'hui. La société elle-même devrait s'occuper de lui, de sa veuve, ou de ses orphelins. Voilà exactement ce que la société africaine avait réussi à faire. L'individu n'

che" aussi bien que l'individu "pauvre" étaient entièrement en sécurité dans la société africaine. Les fléaux de la nature ne apportaient la famine pour tout le monde, "pauvres" ou "riches". Personne ne vivait dans la privation, manquant de nourriture ou de dignité humaine, sous prétexte qu'il n'avait pas de richesses personnelles; chacun pouvait compter sur les biens que possédait la communauté dont il était membre. C'était là du socialisme. C'est cela le socialisme. Un socialisme où les gens sont avides de faire fortune, cela ne peut exister, car ce serait là une autre contradiction dans les termes. Le propre du socialisme, c'est la justice distributive. Son souci est de veiller à ce que ceux qui sèment recueillent une moisson digne de ce qu'ils sèment.

Qu'elle soit faite avec des moyens primitifs ou grâce à des méthodes modernes, la production des biens requiert trois choses. D'abord la terre. Dieu nous a donné la terre, et c'est d'elle que nous tirons les matières premières que nous transformons pour subvenir à nos besoins. Ensuite les outils. A la simple expérience nous avons découvert que les outils aident beaucoup : ainsi nous fabriquons la houe, la hache, ou bien l'usine et le tracteur modernes - les biens dont nous avons besoin. Troisièmement enfin, l'effort de l'homme - ou le travail. Nous n'avons pas besoin de lire Karl Marx ou Adam Smith pour nous rendre compte que ni la terre ni la houe ne produisent vraiment les biens. Point n'est besoin non plus d'avoir des diplômes en sciences économiques pour savoir que ni l'ouvrier ni le propriétaire terrien ne produisent la terre. La terre est un don fait à l'homme par Dieu - et il y en a toujours. Mais nous savons bien, et cela tous les jours sans diplômes en sciences économiques, que la hache et la charnue sont les créations du travailleur. Certains de nos amis les plus cultivés ont-ils donc vraiment besoin de se soumettre à un entraînement intellectuel très rigoureux rien que pour découvrir que les haches de pierre furent inventées par ce moniteur de l'antiquité, le "Premier Homme" pour lui faciliter la tâche d'écarter l'impala qu'il venait de tuer avec une massue, fabriquée elle aussi pour lui servir ?

Dans la société africaine traditionnelle chacun était un travailleur. La communauté n'avait pas d'autre moyen de gagner sa vie. Même le vieillard, qui paraissait se reposer à son aise sans rien faire et pour qui tous les autres semblaient travailler, même lui, avait, en fait, travaillé dur tout le temps qu'il était jeune. La richesse que, maintenant, il semblait posséder, n'était pas à lui personnellement; elle était "sienne" uniquement en sa qualité d'ainé d'un groupe qui l'avait produite. Il en était le gardien. Ces biens ne lui donnaient, par eux-mêmes, ni pouvoir ni pres-

tige. Le respect dont les jeunes l'entouraient lui revenait parce qu'il était plus âgé qu'eux et qu'il avait servi sa communauté plus longtemps; et, dans notre société, le vieillard "pauvre" était entouré d'autant de respect que le vieillard "riche".

Quand je dis que dans la société africaine traditionnelle, chacun était un travailleur, je n'emploie pas le terme "travailleur" simplement pour l'opposer à "employeur"; je l'oppose aussi bien à "oisif" ou "parasitaire". L'une des réalisations les plus socialistes de notre société c'est le sentiment de sécurité qu'elle donnait à ses membres, et la pratique universelle de l'hospitalité sur laquelle ils pouvaient compter.

Mais on oublie trop souvent aujourd'hui que le fondement de cette grande réalisation socialiste c'était ceci : il allait de soi que tout membre de la société - à l'exclusion seulement des enfants et des infirmes - apportait sa juste contribution dans le travail qui servait à la production des biens de la communauté. Ce n'est pas seulement le capitaliste, ou le propriétaire terrien exploitateur, qui était inconnu de la société africaine traditionnelle; nous ignorons également cette autre forme de parasite moderne - le parasitaire ou oisif, qui profite de l'hospitalité de la société comme de son droit, mais n'offre rien en retour. L'exploitation capitaliste était impossible. Et l'oisiveté, un déshonneur impensable.

Ceux d'entre nous qui parlent du mode de vie africain et qui, à bon droit, se font un honneur de maintenir la tradition de l'hospitalité qui en est un aspect si important, ne feraient pas mal de se rappeler ce proverbe swahili "Mgeni siku mwili; siku ya tatu mpe jembe", en français, "l'invité est ton hôte pendant deux jours, le troisième jour, donne-lui une houe" : "En réalité, l'invité devait certainement demander la houe lui-même avant même que son hôte ne se sente obligé de lui en donner une - parce qu'il savait ce qu'on attendait de lui et aurait eu honte de rester plus longtemps à ne rien faire. Ainsi donc le travail entraînait comme une composante nécessaire dans cette réalisation socialiste dont nous nous vantons à si juste titre; en fait, il en constituait le fondement et la justification.

Le socialisme sans le travail, cela n'existe pas. Une société qui ne parvient pas à procurer les moyens de travail à ses membres ou qui, leur en ayant fourni, les empêche de recueillir la juste part des produits de leur sueur et de leur peine, une telle société a besoin qu'on la redresse. De la même façon, un homme qui a la force de travailler, et à qui la société a fourni les moyens de travailler, mais qui

néanmoins ne le fait pas, est lui aussi dans le tort. Il n'a aucun droit d'attendre quoi que ce soit de la société parce qu'il n'apporte rien à la société.

L'autre emploi du mot "travailleur", dans son sens particulier de "employé" et comme opposé à "employeur", reflète une attitude d'esprit capitaliste qui a été introduite en Afrique en même temps que le colonialisme et qui est complètement étrangère à notre façon de penser, à nous. Autrefois, l'Africain n'aspirait jamais à posséder des richesses personnelles dans le but d'imposer sa puissance à l'un de ses semblables. Il n'avait jamais eu des ouvriers ou de la "main-d'œuvre" pour travailler à sa place. Là-dessus arrivèrent les capitalistes étrangers. Ils étaient riches. Ils étaient puissants. Et, tout naturellement, l'Africain commença à vouloir être riche lui aussi. Il n'y a aucun mal non plus à vouloir acquérir la puissance qui accompagne la richesse. Mais il est incontestablement mal de vouloir acquérir la richesse et puissance pour opprimer quelqu'un d'autre. Malheureusement il y en a déjà parmi nous qui ont appris à convoiter la richesse pour cette raison, et qui, pour acquiescer cette richesse, n'hésiteraient pas à utiliser les méthodes dont se sert le capitaliste. Je veux dire que certains d'entre nous sont prêts à utiliser, à exploiter, leurs frères pour édifier leur puissance et leur pouvoir personnel. Cela nous est complètement étranger, et c'est également incompatible avec la société socialiste que nous voulons bâtir dans ce pays.

Notre première tâche doit donc consister à nous rééduquer; à retrouver notre attitude d'esprit d'autrefois. Dans notre société africaine traditionnelle, nous étions des personnes au sein d'une communauté. Nous prenions soin de la communauté et la communauté prenait soin de nous. Nous n'avions aucune raison d'exploiter nos semblables et n'éprouvions aucune envie de le faire. Et en rejetant la mentalité capitaliste que le colonialisme a introduite en Afrique, nous devons rejeter également les structures capitalistes qui l'accompagnent. L'une de ces structures est la propriété individuelle de la terre. Pour nous en Afrique, la terre était toujours reconnue comme une propriété de la communauté.

A l'intérieur de la société chacun avait le droit d'exploiter la terre, car autrement, il n'y avait pas de quoi gagner sa vie; or l'on ne peut avoir droit à la vie sans avoir en même temps droit à quelque moyen d'entretenir la vie. Mais le droit de l'Africain sur la terre se limitait au droit de l'exploiter; il n'y avait pas d'autre droit que celui-là; et l'idée ne lui serait pas venue d'essayer d'en revendiquer un autre.

L'étranger a introduit une conception totalement diffrérente, celle qui voit dans la terre un bien commercialisable. Selon ce système, quelqu'un pourrait revendiquer une portion de terre comme lui appartenant en propre, qu'il ait l'intention de l'exploiter ou non. Je pourrais prendre quelques kilomètres carrés de terre, les appeler "miens", puis aller m'installer sur la lune. Il ne suffirait, pour gagner ma vie avec mon terrain, de le louer à des gens qui, eux, viendraient l'exploiter. Je pourrais aussi l'abandonner à des simples d'esprit qui s'approprieraient à mettre en valeur tous les autres terrains adjacents au "mien"; ce faisant, ils augmenteraient aussi, automatiquement, la valeur de "mon" terrain sur le marché. Alors je pourrais redescendre de la lune et me mettre à saigner ces naïfs, en raison de la valeur inestimable de "mon" terrain - valeur qu'eux-mêmes avaient créée, alors que je me tournais les pouces sur la lune. Un tel système ne nous est pas seulement étranger, il est en plus absolument odieux. Dans une société qui admet la propriété privée de la terre, les propriétaires terriens peuvent appartenir, et appartenent ordinairement en fait, à la même classe que les oisifs dont je parlais tout à l'heure : la classe des parasites.

Nous ne devons pas laisser le parasitisme germer ici au Tanganyika. Le gouvernement du TANU doit revenir au droit foncier coutumier de la société africaine traditionnelle. Je veux dire qu'un membre de la société aura droit à une portion de terre à condition qu'il la mette en valeur. La propriété foncière inconditionnelle, ou "libre occupation", qui conduit à la spéculation ou au parasitisme, doit être abolie. Comme je l'ai déjà dit, nous devons retrouver notre mentalité première - notre socialisme africain traditionnel - et le mettre en application dans les nouvelles sociétés que nous sommes en train de bâtir aujourd'hui. Le TANU s'est engagé à faire du socialisme le fondement de sa politique en tout. Le peuple du Tanganyika nous a donné mandat de mettre en application cette politique, en élisant un gouvernement TANU pour le diriger. On peut donc faire confiance au gouvernement dans l'espoir qu'il ne prendra que des mesures en conformité avec les principes du socialisme.

Mais, comme je l'ai dit au début, le vrai socialisme est une attitude de l'esprit. Il dépend donc du peuple du Tanganyika - des paysans, des salariés, des étudiants, des leaders, de nous tous - de nous assurer que cette attitude d'esprit ne se perd pas au travers des vicissitudes du "pro-fit personnel" (ou des abus d'autorité) qui peuvent nous apparaître en tant qu'individus, ou de la tentation de regarder le bien de la communauté tout entière comme d'importance secondaire à côté des intérêts particuliers de notre groupe.

De même que, dans notre société traditionnelle, le vieillard était respecté pour son âge et les services qu'il avait rendus à la communauté, de même, dans notre société moderne, ce respect pour l'âge et pour les services rendus sera préservé. Et, de la même façon que la fortune apparente de l'Afrique "riche" n'était en fait que des biens qu'il gérait au profit de son monde, de même, aujourd'hui, la richesse que certains postes de responsabilité peuvent apporter en plus à ceux qui les occupent ne peut être leur que dans la mesure où elle leur est nécessaire pour s'acquitter de leurs devoirs. Cette richesse est un "outil" mis entre leurs mains pour le bien des gens qu'ils servent. Elle ne leur "appartient" pas en propre; et ils n'ont pas le droit de s'en servir pour amasser des fortunes personnelles, ni comme mesure de sécurité en prévision des jours maigres où ils n'occupent plus ces postes de responsabilité. Ce serait la trahir le peuple qui leur a confié ces biens. S'ils servent la communauté aussi longtemps qu'ils le peuvent, la communauté doit s'occuper d'eux lorsqu'ils n'en sont plus capables.

Dans la société tribale, les individus ou les familles d'une tribu étaient "riches" ou "pauvres" selon que la tribu entière était riche ou pauvre. Si la tribu était prospère, tous les membres de la tribu partageaient sa prospérité. Le Tanganyika est, aujourd'hui, un pays pauvre. Le niveau de vie de nos populations est bas à nous en couvrir de honte. Mais si chaque homme, chaque femme de ce pays relève le défi et fournit tout le travail dont il ou elle est capable pour le bien de toute la société, le Tanganyika prospérera; et tous ses habitants partageront cette prospérité.

Mais la prospérité doit être partagée. Le vrai socialisme ne peut exploiter ses semblables. Par conséquent, dans notre société, si les membres d'un groupe prétendent que, appartenant au revenu national plus que certains autres groupes, ils doivent aussi tirer de leur labeur plus de profit que besoin n'est; et s'ils y tiennent, tout en réalisant la réduction de leur contribution au revenu général que cela signifierait, et la diminution des chances de profit de toute la communauté qui s'ensuivrait, ce groupe est en train d'exploiter (ou de chercher à exploiter) d'autres êtres humains. Il est en train de faire preuve de mentalité capitaliste.

Par la force des choses, certains groupes contribuent plus que d'autres au revenu national, cela en raison de la demande des produits de leur activité particulière sur le marché. Mais les autres peuvent produire des biens ou rendre des services d'une valeur intrinsèque en fait égale, ou même supérieure, bien que ces produits et ces services ne soient pas taxés d'une valeur artificielle aussi élevée. Par exemple, les vivres produits par le paysan ont une valeur sociale

le plus importante que les diamants extraits des mines de Mwadi. Les mineurs de Mwadi pourraient donc soutenir avec raison, que sur le plan financier leur travail rapporte plus à la communauté que celui des paysans. Mais si, de là, ils vont jusqu'à exiger qu'on leur attribue à eux la plupart de ces bénéfices et que rien n'en soit tiré pour aider les paysans, alors ils seraient des capitalistes en puissance.

C'est précisément ici que l'attitude d'esprit entre en jeu. C'est l'un des buts des syndicats de veiller à ce que les travailleurs tirent un profit équitable de leur travail. Mais un profit "équitable" doit l'être, compte tenu de toute la société. S'il est tel que le pays ne peut se le permettre sans sacrifier une autre couche de la société, alors ce n'est plus un profit équitable. Tant qu'ils seront de vrais socialistes, les leaders syndicalistes n'auront pas besoin de la pression du gouvernement pour maintenir leurs demandes dans les limites imposées par les besoins de toute la société. C'est seulement s'ils se trouvent parmi eux des capitalistes en herbe que le gouvernement socialiste devra intervenir pour les empêcher de réaliser leurs desseins capitalistes !

Il en est des individus comme des groupes. Il est certains talents, certaines aptitudes, qui, à bon droit, qualifient ceux qui les possèdent pour un salaire plus élevé que celui des autres. Mais, ici aussi, le vrai socialisme ne demandera, en retour de ses qualifications, qu'une rétribution qu'il ait proportionnée à la richesse qu'il appartient. Saut s'il a des dispositions au capitalisme, il ne cherchera pas à faire pression sur la communauté en exigeant un salaire égal à celui qu'on paie à ceux de sa profession dans quelque autre société de loin plus riche.

Le socialisme européen est né de la révolution agraire, et de la révolution industrielle qui a suivi. Celle-là créa dans la société la classe des "possesseurs de terre" et celle des "gens sans terre"; et celle-ci donna naissance au capitalisme moderne et au prolétariat industriel.

Ces deux révolutions semèrent la graine des conflits au sein de la société. Et le socialisme européen n'est pas seulement né de ces conflits : ses agitateurs ont consacré le conflit lui-même en une véritable philosophie. Les luttes intestines n'étaient plus considérées comme un mal, ou comme quelque chose de déplorable, mais comme un bien et une nécessité. Ce que la prière est pour le christianisme ou pour l'islam, la lutte intestine (qu'ils appellent "luttes des classes") l'est pour la version européenne du socialisme - un moyen inséparable de la fin. L'un et l'autre deviennent ainsi, chacun,

le fondement de tout un genre de vie. Le socialiste européen ne peut penser à son socialisme sans penser en même temps à ce dont il procède - le capitalisme !

Élevé dans le socialisme tribal, j'ai vu que je trouve cette contradiction absolument inadmissible. Elle donne au capitalisme une position philosophique à laquelle il n'aspire pas et qu'il ne mérite pas. En effet elle dit pratiquement ceci : "Sans le capitalisme et les conflits que le capitalisme crée au sein de la société, il ne peut y avoir de socialisme !" Encore une fois, je trouve inadmissible cet honneur fait au capitalisme par les théoriciens du socialisme européen.

Le socialisme africain, lui, n'a pas eu à "profiter" de la révolution agraire ou de la révolution industrielle. Il n'a pris racine sur l'existence dans la société, de "classes" en conflit les uns contre les autres. Je doute même fort que l'on puisse trouver l'équivalent du mot "classe" dans une langue typiquement africaine, car la langue exprime les idées de ceux qui la parlent, et l'idée de "classe" ou "caste" n'existait pas dans la société africaine.

Le fondement, et l'objectif, du socialisme africain c'est la "famille étendue". Le vrai socialiste africain ne regarde pas une catégorie de gens comme ses frères ou une autre comme ses ennemis naturels. Il ne s'aligne pas avec les "frères" pour exterminer les "non-frères". Il considère plutôt tous les hommes comme ses frères - comme les membres de sa famille étendue à l'infini. C'est pour cela que l'article premier du credo du TANU dit : "DINDAMU WOTE NI NDOGU ZANGU; NA AFRICA NI KOJA." Si l'original avait été écrit en français, cela aurait pu donner : "Je crois à la fraternité des hommes et à l'unité de l'Afrique".

Ce qui décrit donc notre socialisme, c'est "UJAMA" ou "Esprit de Famille". Il s'oppose au capitalisme qui compte sur l'exploitation de l'homme par l'homme pour bâtir une société où règne le bonheur; il s'oppose également au socialisme doctrinaire qui base la construction de sa société par-faite sur une philosophie qui affirme que le conflit entre l'homme et l'homme est inévitable.

Nous autres, en Afrique, n'avons pas plus besoin d'être "convertis" au socialisme que de "suivre des cours" de démocratie. L'un aussi bien que l'autre sont enracinés dans notre passé - dans la société traditionnelle qui nous a donné le jour. Le socialisme africain moderne peut tirer de son héritage traditionnel la reconnaissance de la "société" comme un élargissement de la cellule familiale de base. Mais cette idée de société familiale ne peut plus se confiner aux limites de la tribu, ni même à celles de la nation, d'ail-

leurs. Car aucun vrai socialiste africain ne peut porter le regard sur une ligne tracée sur une carte et déclarer : "Les gens en-deça de cette ligne sont mes frères, mais ceux qui vivent au-delà n'ont aucun droit sur moi". Tout homme sur ce continent, est son frère.

C'est dans la lutte pour briser le carcan du colonialisme que nous avons appris que l'unité est une nécessité. Nous en sommes arrivés à reconnaître que cette attitude d'esprit socialiste d'où chaque individu tirait, dans le cadre tribal, le sentiment de sécurité que procure l'appartenance à une famille très large, cette même attitude d'esprit devait être préservée au sein de cette société plus large encore - au-delà de la tribu, de la communauté, de la nation, et même du continent - pour embrasser la société humaine tout entière. C'est la seule conséquence logique du vrai socialisme.

J. MYERERE

Les villages communautaires Ujamaa

Il est évident que, dans le quart de siècle qui vient, en Tanzanie comme dans l'ensemble de l'Afrique, plus des trois-quarts de la population n'aura de chances d'un certain progrès et bien-être que par l'agriculture et dans la vie rurale. Le Président Myerere a été, dès le début de sa carrière politique, fermement décidé à promouvoir le progrès des régions rurales et ne pas se contenter du développement industriel et urbain.

Les conditions de vie plus favorables des populations urbaines, a-t-il fait remarquer, résultent de l'industrie et du commerce dont les investissements viennent presque totalement de l'étranger. Les lourdes charges de ce financement sont supportées, par ailleurs, en ordre principal par les exploitations de produits agricoles, dont les producteurs sont surtout les parents pauvres de la nation, tout en étant l'élément majoritaire de la population. Myerere a aussi souvent fait remarquer que dans les villes ce sont les hommes qui travaillent, tandis que dans les villages ce sont les femmes. Il veut une juste répartition des charges et des avantages du développement national.

Dès 1964, des expériences de "villages-modèles" ont été entreprises, équipées d'une manière moderne; mais le rendement resta fortement insuffisant par rapport aux investissements. Il ne pouvait être question, par ailleurs, de diffuser une telle formule aux milliers de villages du pays.

Dès 1966, un nouveau projet a été élaboré et on a commencé à parler des "UJAMA-VILLAGES". Après les premières expériences, on n'a pas tardé à élargir le programme et à en poursuivre la réalisation par tous les moyens.

Dans son rapport au congrès national du TANU en 1971, le Président faisait mention de 2.700 Ujamaa-villages, groupant 840.000 personnes. Mais l'ensemble de ces villages sont à des stades très divers de développement.

Au départ, comme dans l'ensemble de l'Afrique, il n'y avait pas à tenir compte d'un problème foncier. La terre, en région rurale, reste propriété collective et l'individu peut en être facilement réglé et ainsi modifié.

Les nouveaux villages sont envisagés comme des unités coopératives groupant de 50 à 100 familles, qui se rassam-

blent volontairement dans les endroits jugés les plus favorables. Les villages traditionnels sont trop peu peuplés et trop dispersés pour être efficaces et rentables pour un développement global.

Dans certains villages la production est entièrement collective et le produit en est partagé entre tous. Le plus souvent, chaque famille dispose en plus d'une parcelle privée pour produire sa propre nourriture. Le travail collectif est alors de 2 à 4 jours, selon les besoins et notamment les saisons.

Les avantages d'un tel système de communautés rurales sont multiples. Citons notamment :

- l'approvisionnement en eau potable par des puits profonds qui domment aussi en saison sèche;
- l'amélioration considérable des méthodes de culture et d'élevage, par la présence plus régulière du personnel technique adéquat;
- le rassemblement, le transport et la commercialisation plus favorable des produits agricoles destinés au marché national ou international (les coopératives de commercialisation donnent priorité aux villages Ujamaa);
- l'approvisionnement des villages, pour tout ce qui n'est pas produit sur place, est sensiblement meilleur;
- les routes et les moyens de transport sont plus faciles à assurer;
- l'artisanat peut trouver une clientèle suffisante (menuiserie, forge, confection, etc...) et améliorer sensiblement le niveau de vie des familles paysannes;
- des dispensaires médicaux peuvent plus facilement être assurés avec une saine éducation hygiénique et des soins sur place (des villages ont envoyé des jeunes faire des stages d'infirmiers dans un hôpital de la région);
- l'enseignement pour les enfants et l'éducation permanente pour les adultes est plus facile à organiser, avec du personnel plus compétent, mieux soutenu et inspecté;

Cette énumération n'est certainement pas complète et ces améliorations de la vie paysanne sont en voie de se vérifier progressivement dans les villages Ujamaa.

Mais... les responsables et les observateurs attentifs constatent aussi les difficultés et les obstacles qui sont à vaincre. Ceux-ci résultent, non tellement de la nouvelle formule de vie villageoise, mais de l'ensemble des circonstances anciennes et nouvelles de la vie rurale.

Évoquons quelques aspects importants.

Dans la société clanique, l'autorité est hiérarchisée selon les tranches d'âge qui traversent horizontalement toutes les familles, tous les clans. Elle tend à négliger, même à opprimer, toute manifestation d'intelligence, d'initiative, de progrès. Le développement de l'enseignement et les répercussions psychologiques de l'indépendance, modifient les relations entre générations, avec des avantages, mais non sans inconvénients au moins temporaires.

Le départ vers les centres des jeunes villageois les plus capables et les plus dynamiques, fait que les milieux ruraux manquent de forces vives. Les jeunes qui se voient forcés d'y rester sont pleins d'amertume, et les adultes souvent découragés.

L'implantation des villages dans des endroits neutres, pose des problèmes importants de débouchements et de défrichement qui prennent jusqu'à deux ans, avant que l'on puisse mettre en culture. Actuellement on cherche à amplifier des villages existants où une certaine production peut être obtenue dès la première année.

En 1971, dans la région de Domons, la tribu nomade et pauvre des Magogo a créé de nouveaux villages dans une région voisine. Il s'agissait de 200.000 personnes et rien n'était préparé pour les recevoir. Ils ont accepté de poursuivre leur vie nomade, mais pour un temps qu'ils espèrent maintenant de courte durée. Le Président Myerere est allé faire des briques avec eux pendant deux ou trois semaines. Ces pauvres gens n'avaient vraiment rien à perdre, mais on devine l'immense effort de formation et d'animation dont ils auront un besoin absolu.

La méfiance traditionnelle des paysans de partout dans le monde, sera vaincue petit à petit par les résultats visibles des villages qui progressent. Il ne sera pas d'avantage facile de faire sortir de leur solidarité clanique, étroite et jalouse, ces villageois qui vont devoir vivre et travailler avec d'autres qui, au départ sont des inconnus et des étrangers.

La rentabilité agricole est un problème mondial bien complexe et qui n'épargne pas la Tanzanie. La multiplication des villages nouveaux dans un même secteur augmente les chances d'une planification efficace, d'un bon encadrement technique, de facilités de commercialisation et de transport. C'est notamment le cas dans le sud du pays, particulièrement peuplé dans les régions de Mtwara et de Lindi.

L'animation rurale est une tâche que l'on pourrait qualifier de "missionnaire". L'Eglise en Tanzanie y prend une part très directe. Sur le plan simplement humain, c'est une

tâche à la fois exaltante et harassante : convaincre les gens de faire paître leurs troupeaux à un meilleur endroit; leur suggérer une terre meilleure pour telle culture; leur montrer de nouvelles semences sélectionnées et les amener à les essayer; les intéresser par des photos de bétail amélioré et leur en indiquer le moyen; faire vacciner les gens, surtout les enfants, mais aussi les animaux; les aider à découvrir les sources d'eau potable ou les amener à forer un puits assez profond pour que l'eau soit bonne; leur faire découvrir les méfaits de l'eau souillée, non seulement pour les personnes, mais aussi pour les bêtes; tenter les femmes par de belles photos de nouvelles sortes de légumes; leur apprendre à détruire les rats voleurs et porteurs de maladies; leur apprendre une manière plus rationnelle de piler du manioc ou du maïs;

améliorer la conservation des aliments, sans frigos ni réfrigères bien-entendu... Ce ne sont là que quelques exemples entre mille ! Il faut surtout ne pas se contenter d'expliquer une fois; mais faire parler les auditoires; dépiester les plus ouverts et les mettre en route avec leur entourage; faire raconter ceux qui ont essayé et aller voir avec tout le groupe; susciter l'émulation, surtout collective. Une belle et rude tâche !...

Les résultats des nouveaux villages ne sont pas spectaculaires les premières années. Il faut assurer un effort collectif et persévérant. Les chefs du Parti et du Gouvernement ont cherché à donner du prestige aux villages Ujama en ayant chacun des cultures dans leur village d'origine et en allant parfois y travailler avec les gens. Il est arrivé au Président Nyerere d'aller passer quelques semaines de "vacances" dans ce genre dans son village de Chawino. Les étudiants du secondaire sont envoyés dans leurs villages travailler avec leurs familles.

À la frontière du Mozambique, les paysans sont armés et entraînés pour la défense éventuelle du territoire.

Dans le contexte du "socialisme africain", les Ujamaa-villages sont une réalisation originellement tanzanienne, tout en ayant des ressemblances avec des réalisations similaires d'autres pays et continents. C'est loin des Kolkoz russes; plus proche des mochav que des kiboutz d'Israël; non sans ressemblances avec le système agricole et rural chinois.

Dans quelques années, il sera possible de faire un bilan objectif et sûr. En attendant, les Tanzaniens et leur Président croient à ce qu'ils font... N'est-ce pas le secret des réussites, au départ "incroyables"....

Quelques problèmes majeurs de développement au Rwanda

À diverses reprises, nous avons constaté qu'on s'interroge, au Rwanda, sur les projets de développement en cours de réalisation ou sur les projets déjà décidés, et dont la réalisation commencera bientôt.

Souvent, on n'a sur ces projets que des renseignements fragmentaires, imprécis, voire partiellement inexacts.

Nous avons cru qu'il serait intéressant pour nos lecteurs d'avoir sous les yeux une information sûre. Ce sera en même temps, un moyen de sensibiliser l'opinion à l'intérêt que présentent ces projets pour le pays.

Nous nous contenterons, cette fois, de projets financés avec l'aide de l'O.N.U. et du F.E.D., laissant pour des numéros ultérieurs de Dialogue les nombreux projets financés avec l'aide d'autres instances ou d'autres pays.

Encore nous en tiendrons-nous à quelques projets majeurs. Le format de la revue est limité et nous ne voudrions pas lasser nos lecteurs avec des informations de caractère trop technique.

o o o

Les Nations-Unies ont accordé au Rwanda durant l'année 1971 une aide de 213,5 millions de frs rw. Avec ce volume d'aide, elles occupent la troisième place parmi les pays et organismes donateurs, après la Belgique et le Fonds Européen de Développement. Leur aide représente un peu plus de 10 % de l'aide extérieure totale accordée au Rwanda en 1971.

Parmi les projets financés par le PNUD (Plan des Nations-Unies pour le Développement), il y en a quatre d'envergure nationale. Ce sont des projets en cours, qui ont démarré dans les années antérieures. Il s'agit des projets dénommés :

1. Institut Pédagogique National
2. Usine pilote pour l'extraction de pyréthrine et la stimulation de l'industrie
3. Centre d'enseignement des cuirs et des peaux
4. Recherches minières.

A côté de ces quatre grands projets nationaux, que nous décrivons ci-dessous, le PNUD a commencé à exécuter un projet à caractère interrégional "Rwanda-Tanzanie-Burundi", à savoir l'élaboration d'un plan de mise en valeur des ressources du bassin de la Kagera.

1. L'INSTITUT PEDAGOGIQUE NATIONAL (I.P.N.) a pour but la formation pédagogique du personnel enseignant Rwandais pour les écoles secondaires. Le plan opérationnel a limité ce projet à la formation des enseignants du cycle inférieur des humanités. L'I.P.N. est en plus chargé du contrôle permanent du rendement de l'enseignement et doit introduire des méthodes pédagogiques modernes.

Dans ce cadre, il aide à l'africanisation de l'enseignement et à l'élaboration du niveau de formation générale des cadres rwandais.

Le projet a commencé en 1967 et sa durée a été prévue pour 7 ans. Comme les besoins ne seront pas encore satisfaits en 1973, et que les ressources du Rwanda ne lui permettront pas encore de mettre toutes les dépenses de fonctionnement à charge de la Caisse de l'Etat, le Gouvernement a demandé la prolongation du projet pour deux années supplémentaires, soit jusqu'en 1975.

Le plan opérationnel a été signé le 8 janvier 1968. Le projet est financé comme suit : (en millions de frs rw.)

Contribution du PNUD	172
Contribution du Rwanda en espèces	18
Contribution du Rwanda en nature (terrains à bâtir, bâtiments, équipement, etc.)	254

soit un coût total de 444 millions F.R.

Cette estimation s'entend en chiffres ronds, comme les estimations suivantes d'ailleurs.

Il faut ajouter que le personnel enseignant à l'I.P.N. est fourni, dans sa majorité, par le PNUD, qui assure le paiement de 12 experts. Le reste du personnel enseignant est fourni par les aides bilatérales. La construction des bâtiments sera financée par le F.E.D.

L'I.P.N. a formé, pendant la durée de son fonctionnement, 87 enseignants. Il y a actuellement 223 étudiants inscrits.

2. USINE PLOTE POUR L'EXTRACTION DE LA PYRETHRINE ET LA STIMULATION DE L'INDUSTRIE.

Le Rwanda possède de bonnes conditions naturelles pour la culture du pyrèthre.

Jusqu'à présent, il était obligé d'exporter les fleurs séchées de pyrèthre. C'était à l'étranger que s'extrayait la pyrèthrine utilisée pour la fabrication des insecticides.

La pyrèthrine revêt une importance particulière depuis qu'on a constaté les dommages considérables causés par les substances synthétiques présentes dans les insecticides. En leur substituant la pyrèthrine, on évitera des conséquences néfastes pour l'environnement. L'avenir de la pyrèthrine est donc bien assuré.

Comme elle ne représente que 1,5 % du poids des fleurs séchées, son extraction sur place est très avantageuse pour l'économie rwandaise. Une grande valeur ajoutée est concentrée dans un produit peu encombrant et peu volumineux, qu'il est facile et même avantageux de transporter par avion. Cela permet d'aider à briser l'encerclement géographique d'un pays sans accès à la mer.

Dans ce but, le PNUD a accepté le financement d'une usine pilote capable de traiter 3.000 tonnes de fleurs séchées qui produisent environ 45 tonnes de pyrèthrine.

De plus, les bénéfices de l'usine devront servir à stimuler l'industrie au Rwanda.

Le plan opérationnel, signé le 6 juillet 1968, prévoit :	
Contribution du PNUD	143 millions de FR. Rw.
Contribution du Rwanda en espèces	6
Contribution en nature du Gouvernement	128
Soit au total	277 millions de FR. Rw.

Après beaucoup de difficultés, le projet n'est entré dans sa phase active qu'en 1970, par l'aménagement du terrain. En 1971 étaient construits les bâtiments, financés par la Belgique, et les machines étaient mises en place.

Comme on a épuisé la totalité de la contribution du PNUD pour ces travaux, on lui a demandé une majoration de contribution de 59 millions de FR. Rw. La contribution rwandaise devait, de son côté, augmenter de 10 millions de FR. Rw.

Au commencement de cette année 72, la première phase a été achevée, à savoir la production d'extraits de pyrèthrine semi-raffinée. Cette production est entièrement vendue. Dans une deuxième phase, à réaliser, on produira de l'extraits de pyrèthrine pure. Le PNUD a donné son accord de principe pour cette phase.

3. CENTRE D'ENSEIGNEMENT DES CUIRS ET DES PEaux

Le Rwanda possède un grand troupeau de bétail. Le gros bétail a atteint en 1971 presque 3/4 de million de têtes. Le petit bétail comprend presque un demi-million de caprins, environ 150.000 ovins et 50.000 suidés. Dans l'année 1970, le Rwanda a exporté 519 tonnes de peaux brutes séchées de bovidés d'une valeur de 20,5 millions de frs rw., 168 tonnes de peaux brutes de chèvres d'une valeur de 11,7 millions de frs rw. La valeur des autres peaux et cuirs était négligeable ne montant qu'à 37.000 frs rw. Il est difficile d'estimer les pertes que subit l'économie rwandaise en exportant les peaux brutes au lieu de les exporter tannées et même travaillées, ainsi que les pertes qui ont lieu pendant l'abattage et le dépouillement des peaux. Pour éviter ces pertes et valoriser davantage les peaux et les cuirs, le Gouvernement et le PNUD se sont mis d'accord sur le projet de création d'un centre d'enseignement des cuirs et des peaux, qui a comme objectif le développement de la transformation et de l'utilisation des cuirs et des peaux, l'organisation de la commercialisation et la création d'un atelier de cordonnerie.

Le plan d'opération, signé le 9 juillet 1968 prévoit le financement suivant :

Contribution du PNUD	49 millions de frs rw.
Contribution du Rwanda en espèces	5 millions de frs rw.
Contribution du Rwanda en nature	16 millions de frs rw.
Total	70 millions de frs rw.

La Belgique a accepté de prendre en charge une partie de la contribution nationale en nature. Après quelques difficultés, le bâtiment est prêt de s'achever. Equipement et machines sont sur place. On a formé 10 inspecteurs de peaux et de cuirs qui doivent veiller, dans chaque préfecture, à ce que les peaux ne soient pas endommagées pendant le dépouillement. Il est à supposer que le projet une fois achevé, aidera à tripler au moins la valeur ajoutée provenant de cette branche.

4. RECHERCHES MINIERES

Ce projet vise une prospection géologique et minière de l'ensemble du pays par des méthodes et des moyens modernes.

Le plan opérationnel, signé le 9 avril 1970, prévoit :

Contribution du PNUD	118 millions de frs rw.
Contribution du Rwanda en espèces	8
Contribution du Rwanda en nature	37
Soit, au total	163 millions de frs rw.

Sept experts sont sur place.

Le projet prévoit la formation de cadres rwandais par l'octroi de bourses pour l'étranger. Le projet est en réalisation et donne des résultats très intéressants.

Ajoutons que le PNUD finance aussi des projets à caractère interrégional, par exemple, le Plan de mise en valeur des ressources du bassin de "la Kagera" qui intéresse le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie. Le PNUD prend aussi en charge des bourses, l'assistance technique et plusieurs projets dans les domaines de la santé, de l'aviation, de la météorologie, des télécommunications, de l'agriculture.

PROJETS FINANCES PAR LE FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT (F.E.D.)

Le Rwanda étant l'un des 18 Etats Africains et Malgache associés à la Communauté Economique Européenne, il reçoit une aide substantielle du Fonds Européen de Développement. Durant l'année 1971, cette aide représentait 312 millions de frs rw. à savoir plus de 15 % de l'aide totale extérieure reçue par le Rwanda. Le F.E.D. a conservé sa deuxième place après la Belgique, parmi les donateurs. Même si l'aide du F.E.D., prise en volume absolu, est considérable, le Rwanda occupe parmi les 18 pays associés une place beaucoup moins favorable que la plupart des autres Etats associés, si l'on compare l'aide fournie au nombre des habitants par pays.

L'aide du F.E.D. en 1971 a été orientée notamment vers trois domaines :

la théâtralité	75 millions de frs rw.
la pyrotechnicité	69
le développement du	
Bugesera - Mayaga	56

ce qui fait 200 millions soit 2/3 environ de l'aide totale. Tous les projets qui entrent dans les domaines ci-dessus sont des projets en cours.

Parmi les projets les plus importants financés par le F.E.D., il faut citer :

1) La création de 500 ha de théiers de la Mulindi approuvée en 1962 dont le financement a été prévu :	
à la charge du F.E.D.	93,2 millions de frs rw.
à la charge du Rwanda	24,7
à la charge des coopérateurs	13,7
	131,6 millions. Ce montant

a connu une augmentation supplémentaire

à la charge du F.E.D.	14,4
Coût total	146 millions de frs rw.

Ce projet prévoit non seulement la création des plantations mais aussi la construction d'une usine à thé.

2) Direction des travaux pour la création des plantations de thé à la Mulindi. (en préfecture de Kyumba.)

Le but de ce projet est la gestion des plantations et de l'usine, entretien des plantations, comptabilité, formation du personnel, collecte et transport des feuilles, usinage, commercialisation, etc.

Le projet était approuvé en 1965, avec avenant en 1969. Il prévoit :

le financement à la charge du F.E.D.	61,3 millions fr.rw
à la charge de l'usine	3,5
à la charge de la coopérative	4,2

coût total 69 millions fr.rw

3) L'extension de la plantation de thé de Mulindi

L'extension portée sur 150 ha qui forment une enclave dans les blocs de plantations du projet cité sous 1).

L'approbation du projet a eu lieu en 1968. Le financement du projet a été prévu :

à la charge du F.E.D.	52,3 millions frs rw.
à la charge du Rwanda	5,4
à la charge de la Coopérative	0,5
à la charge des théiculteurs	0,7

Coût total 58,9 millions frs rw.

4) Etablissement de 500 ha de théiers dans la région de Cyangugu.

Ce projet a comme but de créer les plantations de thé dans une autre région à vocation pour la culture du thé. Le projet est un projet complet qui suit la culture du thé depuis l'aménagement du terrain jusqu'à la construction d'une usine à thé, l'usinage et la vente.

Le coût du projet, y compris les engagements supplémentaires par le F.E.D. est :

à la charge du F.E.D.	141 millions de frs rw.
à la charge du Rwanda	18
à la charge de la Coopérative	12
à la charge des planteurs	38

Total 209 millions de frs rw.

5) Direction des travaux pour la création des plantations de thé à Cyangugu.

Le but du projet est le même que sous 2) et son coût est de 67,2 millions de frs rw.

6) Introduction de la théiculture en milieu villageois.

Le projet a pour but la création de plantations de thé individuelles sur les collines entre Shagasha et Gisakura dans la préfecture de Cyangugu. Le projet s'étend sur plus de 500 ha et environ 1.000 familles y sont intéressées. Le projet a été approuvé en 1969 et sa durée est prévue pour 5 ans. Il est financé par le F.E.D. avec

99,2 millions de frs rw.

7) Création d'une plantation de 500 ha de théiers dans la région de Muga-Gisakura, en préfecture de Cyangugu.

Le projet a pour but, outre sa destination générale, d'examiner les différentes conditions pour la théiculture dans les vallées et dans les montagnes. Une extension des plantations avec construction d'une usine à thé à Gisakura sont prévues et seront financées par le 3e Fonds. Au financement du projet de 500 ha participent :

F.E.D.	180,0 millions de frs rw.
Rwanda	6,9
bénéficiaires	10,8
Coopérative	2,0
Total	199,7 millions de frs rw.

La réalisation des projets énumérés de 1 à 7 est dans la majorité des cas presque achevée, parce qu'il s'agit de projets qui ont débuté il y a quelques années déjà. Seuls les projets "Extension de la plantation à la Mulindi," et "thé villageois" sous 3 et 6 ne sont exécutés que pour une moitié environ.

Tous ces projets de 1 à 7, font partie d'un programme de développement de la théiculture au Rwanda qui prévoit une production de 5.600 tonnes de thé sec en 1976.

Le deuxième domaine de l'aide du F.E.D., la pyréthriniculture, comprend un grand projet :

8) Développement de la culture du pyréthre

Le but du projet est l'installation de paysannats à base de pyréthre dans la région des laves située entre Ruhengeri et Gisenyi. Il veut étendre l'extension de cette culture à une superficie totale de 3.600 ha, chez 5.000 paysans. Au titre d'un projet conjoint le PNUD / ONU-DI / a financé la construction

tion et l'équipement d'une usine d'extraction de pyrèthrine. Le projet a été approuvé en 1966 et sa durée est prévue pour 6 ans depuis le 1.8.1967. Le financement est assuré par la contribution :

du F.E.D.	256	millions de frs rw.
du Rwanda	25,5	
de la coopérative	24	
des bénéficiaires	110	
Total	415,5	millions de frs. rw.
	000	

Le troisième domaine important, à savoir le développement du Bugesera - Mayaga, comprend les projets suivants :

9) Mise en valeur du Mayaga - aménagement de 4 nouveaux périmètres de paysannats.

Il s'agit de la poursuite du programme de réorganisation du Mayaga entamé sur le 1er Fonds. Les nouveaux périmètres aménagés permettront l'installation de 7.013 familles en paysannats, qui cultivent notamment le café, commercialisé dans les coopératives de producteurs.

Le projet a débuté en avril 1966 et son financement est assuré :

par F.E.D.	90,0	millions de frs rw.
par le Rwanda	4,8	
par les paysans	19,2	
Total	114,7	millions de frs rw.

Il reste environ un tiers à réaliser.

10) Développement régional Mayaga - Bugesera

Le projet fournit une assistance technique complémentaire pour continuer la propagande agricole et l'action coopérative dans les périmètres aménagés. Il prévoit l'achèvement du périmètre de Mayaga avec installation de 200 familles et gradation de la mouche tsé-tsé. Le projet a commencé en 1969, le financement assuré :

par le F.E.D.	44,7	millions de frs rw.
et le Rwanda	4,4	
Total	49,1	millions de frs rw.

11) Infrastructure sociale des paysannats Mayaga - Bugesera

Le projet prévoit la construction de 8 hangars, 7 écoles et 3 dispensaires d'une valeur de 32,1 millions de frs rw. financés totalement par le F.E.D.

11 bis) dito - Adduction d'eau

Le but du projet est l'alimentation en eau potable des 8 périmètres de paysannats financés par le F.E.D. Le financement est réparti comme suit :

Contribution du F.E.D.	70,2	millions de frs rw.
Contribution des bénéficiaires	3,2	
soit, au total	73,4	millions de frs rw.

12) Valorisation des ressources agricoles

Dans le cadre du projet, on envisage l'implantation de 400 ruchers de 5 ruches dans la région du Mayaga - Bugesera. Le projet, d'une valeur de 10,7 millions de frs rw., est achevé.

000

Le F.E.D. a financé et finance encore nombre de projets en cours, dont le coût n'est, en général, pas si élevé; ce qui ne diminue pas leur importance.

Énumérons-en quelques-uns : enseignement audio-visuel, pour 7,8 millions F.R.; école technique agricole de Butare, pour 22,6 millions F.R.; extension lycée et école normale pour jeunes filles à Kigali, soit 125 millions F.R.; internat à l'école technique agricole de Butare pour 36 millions F.R.; études routières Kigali - Gatuna et Gitarama - Ruhengeri pour 22 millions F.R. (l'étude Kigali - Gatuna a été terminée en 1971); centre de formation des cadres pour les coopératives agricoles, soit 87,8 millions F.R.;

ligne de transport d'énergie électrique Mururu - Cyangugu - Shagasha pour 7,9 millions F.R.; au parc industriel de Kigali, construction d'une ligne de transport d'énergie de 30 K.V.; de Ntaruka à Ruhengeri, avec surveillance des travaux; construction de la ligne de moyenne tension dite "boucle de Kigali".

Parmi les projets nouveaux commencés en 1971, il faut citer : "Développement régional du Mayaga - Bugesera - Assistance technique complémentaire", qui comprend vulgarisation agricole, création de coopératives agricoles, etc. Le coût du projet est de 218,7 millions de frs rw., dont 175,2 millions à charge du F.E.D.

DIALOGUE

Des jeunes travailleurs rwandais vous parlent

"Qui l'eut dit ? Qui l'eut cru ?" ... Il y a des jeunes Travailleurs et Travailleuses au Rwanda. Leur proportion est minime par rapport à l'ensemble de la population. Cependant ils ne peuvent être considérés comme quantité négligeable, car ils sont des personnes.

La J.O.C. (Jeunesse ouvrière chrétienne) en organisant une Rencontre Nationale des Jeunes Salariés (es) du 19 au 22 août dernier à Kigali a réuni 54 jeunes, 23 filles et 31 garçons, délégués de leurs camarades.

Qui étaient-ils ?

Monteurs - trices	17	9 garçons et 8 filles	
Monitrices de foyer social, Centre nutrit.	4		4
Catéchistes	3	3	
Soleurs	2	2	
Magons	3	3	
Taillieurs	2	2	
Garage	1	1	
Electricien	1	1	
Comptable	1	1	
Administration	7	5	2
Infirmière	1		1
Secrétaire	1		1
Employée de maison	1		1
Ouvrières	3		3
	47	27	20

Pendant ces jours, ils ont essayé de faire la vérité sur leur vie. Et, à la fin, ils ont résumé leurs découvertes dans deux notions, que vous lirez ci-après, pour les faire connaître à leurs camarades et à toutes les personnes concernées.

1. MOTION DES JEUNES TRAVAILLEUSES

(Traduit du Kinyarwanda)

2. MOTION DES JEUNES TRAVAILLEURS

(Traduit du Kinyarwanda)

Qui que nous soyons, quelque responsabilité que nous portions, nous ne pouvons pas rester sans rien faire. Nous avons quelques choses à changer dans notre vie personnelle, dans notre façon d'exercer notre responsabilité, dans les

institutions, dans le système économique, pour répondre à l'appel des Jeunes. Ne disons pas trop vite : "Ce sont des privilégiés !" Priviliégiés en quoi et par rapport à qui ?

M. BONNET

Aumônier National de la JOC

1. MOTION DES JEUNES TRAVAILLEUSES

NOUS, 23 JEUNES FILLES réunies à Kigali - Kaminurwa du 19 au 21 août 1972 dans une première Rencontre de SALARIEES, après avoir examiné la situation des Jeunes Travailleuses Salariées :

- les difficultés qu'elles rencontrent avant d'être engagées ou après ;
- les difficultés qu'elles rencontrent de la part de leurs patrons, de leurs camarades, de leur travail ;
- les difficultés qui viennent d'elles-mêmes ;
- les efforts qu'elles font pour vaincre ces difficultés,

NOUS CONSTATONS

+ que les jeunes filles, avant d'être engagées au service, souffrent :

- du manque de logement,
- d'une formation insuffisante,
- comment vivre, comment avoir un travail qui va nous aider et comment le trouver ?
- de se demander comment elles vont vivre leur nouvelle vie, d'être parfois obligées de donner leur corps,
- de ne pas être connues (piston),
- de ne pas savoir comment on va s'entendre avec ceux qui sont déjà au travail.

+ que les jeunes filles travailleuses ont des problèmes qui viennent de leurs familles :

- A cause de leur salaire : quelques parents désirant que leur fille leur donne tout son salaire, et que ce soit eux qui lui donnent ce dont elle a besoin,
- Certains se contentent de profiter à l'excès de leurs filles,
- Notre parenté désire aussi être aidée,
- La mauvaise réputation causée par nos contacts avec nos collègues de travail, nos amis, etc... ; participer à des réunions mixtes, les multiples rencontres avec des personnes de sexe opposé,
- Les jeunes filles obligées de donner toujours leur salaire aux parents qui tentent souvent leur famille afin de pouvoir économiser un peu d'argent,

- A cause de ce malentendu avec leurs parents beaucoup se marient illégalement.

+ que les jeunes travailleuses ont des difficultés après être engagées au service :

o de la part de leurs patrons :

- Être persécutée par l'employeur : par antipathie, pour des raisons ethniques, par mésestimate familiale, parce qu'on n'a pas voulu donner son corps,
- les patrons qui écoutent les "on-dit",
- ils donnent des punitions disproportionnées à la faute,
- ils nous surmenent quelquefois (Foyer Social),
- Manque de confiance entre patrons et employés,
- nous ne pouvons pas donner nos désirs et nos avis,
- les patrons n'organisent pas des rencontres entre leurs employés pour échanger sur leur travail,
- quelquefois nous sommes injustement victimes de vol ou d'objets perdus (P.S.).

o de la part de leurs camarades de travail :

- La jalousie causée parce que le patron nous aime, qu'on a plus de connaissances (amis) ou un plus haut salaire que ses collègues, qu'on occupe une meilleure place (bureau),
- répandre de faux bruits afin d'être plus favorisée et d'occuper une meilleure place que sa collègue,
- les différentes équipes suivant l'ethnie,
- la vanité parce qu'on est élégante ou qu'on a fait des études plus poussées que ses camarades
- quand on loge avec des jeunes qui gagnent moins.

o qui viennent du travail lui-même :

- un long trajet,
- manque de logement,
- manque de temps libres, surmenage (P.S.)
- manque de matériel,
- manque de soutien ou d'encouragement,
- l'emploi disproportionné avec la capacité personnelle,
- travailler seule dans un coin perdu,
- mésestimate entre parents et enseignants (résultats scolaires),
- salaire insuffisant.

o qui viennent d'elles-mêmes :

- manque d'activité au travail,
- manque de conscience professionnelle,
- mauvaise conduite,
- manque de sociabilité,
- se vanter parce qu'on a fait des hautes études plus que ses camarades,

- chercher son profit en ignorant celui des autres,
- gaspiller son argent.

NOUS DEMANDONS :

+ au MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE :

- d'aider les patrons et employés à organiser des rencontres entre eux pour pouvoir examiner ensemble la marche du travail et échanger des avis pour qu'ils puissent après, trouver remède à toutes ces difficultés et pour favoriser l'entente et la bonne marche du travail.

+ aux AUTORITES DE L'EGLISE (Prêtres, Frères,...) :

- de donner l'exemple.

+ aux PATRONS :

- qu'ils surveillent de près le travail eux-mêmes sans accorder de l'importance aux "on-dit",
- qu'ils organisent des rencontres avec leurs employés pour examiner la marche du travail et échanger leurs avis.

+ aux CAMARADES DE TRAVAIL :

- d'essayer de trouver l'entente entre nous en organisant des rencontres qui nous permettront de discuter de nos problèmes professionnels.

+ POURQUOI NOUS DEMANDONS CELA ?

- Le travail marche mal à cause du manque de confiance entre les supérieurs et les employés,
- c'est la base de la conscience professionnelle, du progrès du pays, de la paix dans le pays.

NOUS DEMANDONS A LA JOCF :

- Parce que nous avons vu l'importance d'une pareille rencontre qui a permis :

- o une ouverture entre nous par l'échange entre les participantes,
- o de constater que chacune dans son service a des difficultés qui ressemblent à celles des autres,
- o d'essayer ensemble de porter remède à ces difficultés,

nous demandons aux responsables de la JOCF d'organiser une telle rencontre de jeunes travailleuses au moins une fois par an,

- Pour assurer cette collaboration nous demandons à la JOCF de nous envoyer régulièrement le Bulletin du Mouvement.

DE NOTRE PART NOUS ENGAGEONS A :

- avoir plus de conscience professionnelle dans notre travail;
- chercher tous les moyens de favoriser l'entente et l'entraide avec nos camarades de travail;
- nous efforcer de retour chez nous de partager avec nos camarades tout ce que nous avons découvert dans cette session, parce que tout cela nous est très utile, à participer chaque fois à ces réunions et à les faire aimer par nos camarades;
- pour assurer la continuité du travail, à nous organiser avec nos camarades de travail pour voir ce qu'on peut faire pour l'avenir : prévoir ces rencontres, envoyer des articles pour le Bulletin.

II. NOTION DES JEUNES TRAVAILLEURS

NOUS, 31 Délégués des JEUNES TRAVAILLEURS, réunis à Kigali (Kinyinyura) du 19 au 22 août 1972 pour examiner ensemble la vie des jeunes d'aujourd'hui, avons constaté :

1° QUE LES JEUNES TRAVAILLEURS ONT BEAUCOUP DE DIFFICULTES :

= Avant l'entrée au travail :

- Emprunt d'argent à cause de la pauvreté familiale;
- Manque de connaissances pour aider dans les démarches;
- Ignorance d'un métier, par manque d'apprentissage.

= Qui viennent de leurs parents :

- Les parents qui nous demandent toujours de l'argent;
- La jalousie de l'entourage du fait que nous avons un salaire;
- L'adaptation de nos idées à celles des adultes nous empêchant de nous épanouir;
- Le fait d'être forcé de nous marier tôt nous pousse à agir sans réfléchir;
- Les petits salaires ne nous permettent pas de satisfaire nos parents.

= Qui viennent de nos employeurs :

- Manque de matériel au service;
- Mécontentement entre employeurs et employés;
- Renvois imprévus et sans raisons valables;
- L'irrégularité des paiements;
- Manque de contact et de dialogue avec nos employeurs;
- Le salaire disproportionnel au travail;
- Le travail qui n'est pas à la portée des Jeunes Travailleurs;

- Les retenues des cotisations de la C.S.R. sans No d'affiliation;
- Quelques sociétés ne font pas bénéficier les travailleurs des soins médicaux.

= Qui viennent de nos camarades de service :

- Les rancœurs de quelques-uns pour qu'ils soient bien vus;
- La jalousie entre travailleurs;
- Mécontentement entre travailleurs du fait même que nos idées diffèrent;

= Qui viennent de nos conditions de travail :

- Le long trajet;
- Manque de logement;
- L'urbanisation qui éloigne les travailleurs de leur milieu de travail;
- L'insécurité et l'insécurité au travail;
- Manque de respect au travail;
- Manque de repos suffisant.

= Qui viennent de nous-mêmes :

- L'absence du travail après la paie à cause de boisson;
- Le vol et manque de conscience professionnelle qui nous font renvoyer du travail;
- Mauvais emploi de l'argent;
- La paresse au travail;
- Le gaspillage du salaire par manque de responsabilité;
- Ne pas payer l'impôt : obstacle au progrès du pays;
- La mauvaise conduite.

2° LES CONSÉQUENCES DE CES DIFFICULTES DANS NOTRE VIE :

- Le chômage engendre le banditisme et la criminalité;
- Ceux qui travaillent loin de leurs régions n'ont pas le courage de visiter leurs parents.

= De la part des employeurs :

- Le mécontentement au travail;
- Les travaux n'avancent pas;
- L'injustice au travail;
- Ignorance des difficultés des employés.

= De la part de nos camarades de service et de nos conditions de travail :

- Manque d'entraide entre travailleurs;
- Des longs trajets;
- Manque de connaissance approfondie du travail;
- Notre vie dépend de plus en plus des personnes qui nous sont supérieures.

= De la part de nous-mêmes :

- L'instabilité au travail et le manque de conscience professionnelle;
- Le manque de gentillesse au travail;

3° POUR CELA NOUS DEMANDONS :

= Aux jeunes travailleurs :

- D'avoir plus de conscience de leur situation, afin qu'ils puissent lutter contre certaines difficultés causées par les travailleurs eux-mêmes;
- De chercher plus à avoir un métier qui leur permette de gagner honnêtement leur vie.

= Aux parents :

- De comprendre les difficultés de leurs enfants qui ne trouvent pas toujours comment les satisfaire;
- De laisser leurs enfants prendre leur temps pour bien se préparer au mariage.

= Aux employeurs :

- De comprendre et d'aider leurs employés à mieux faire leur travail;
- de permettre des rencontres entre employés et employeurs;
- de livrer à leurs employés les No d'affiliation sociale pour qu'ils se rendent compte du pourquoi ils donnent cet argent.

4° POURQUOI NOUS DEMANDONS CELA ?

- Parce que nous voulons arriver à promouvoir le développement de notre pays;
- Parce que nous voulons prendre conscience que nous sommes responsables de l'avancée du pays;
- Parce que nous voulons chercher des solutions à nos problèmes d'aujourd'hui et de demain.

5° DE NOTRE PART NOUS NOUS ENGAGEONS A :

- A avoir plus de conscience professionnelle au travail;
- A chercher à mieux employer notre argent;
- A chercher ensemble ce qui est utile pour notre avancement et celui de notre pays;
- A échanger avec nos camarades sur nos découvertes à cette session;
- A faire comprendre à nos camarades la valeur du travail;
- A chercher ensemble à découvrir nos difficultés au travail, afin que nous puissions réagir contre elles;
- A faire appel aux autorités proches et chercher avec elles à mieux comprendre la valeur du travail;

- A échanger avec les supérieurs qui nous sont proches;
- A faire prendre conscience de notre vie à nos parents.

6° ET POUR Y ARRIVER NOUS NOUS EFFORCERONS DE :

- Suivre les programmes du Parti National et de notre pays;
- Nous intéresser à les connaître avec leurs objectifs et à notre tour les faire connaître aux autres;
- Mieux connaître et suivre les statuts de nos services;
- Mieux faire notre travail;
- Aider les autres à y arriver -par échange-;
- Nous intéresser à la lecture des revues et journaux du pays;
- Améliorer notre entente entre travailleurs et entre employés et employeurs;
- Nous approcher des autres;
- Donner le bon exemple;
- Dire à nos camarades chômeurs là où nous connaissons qu'il y a du travail;
- Nous retrouver souvent avec nos camarades pour échanger sur notre vie;
- Répandre les découvertes faites à cette session chez tous nos camarades qui nous entourent par l'intermédiaire de nos prêtres et par les autres qui ont une influence sur eux.

L'opinion belge et l'aide au développement

CONCLUSIONS D'UNE ENQUÊTE

Le Centre National de Coopération au Développement groupe, en Belgique, en dehors de toute considération politique, religieuse ou d'idéologie, sinon toutes, du moins la majorité des organisations privées qui s'occupent, parmi leurs activités, d'apporter une aide aux pays du Tiers-Monde.

Le C.N.C.D. a demandé à l'Institut Universitaire de Sondage d'Opinion Publique d'entreprendre une enquête sur ce que pensent les Belges du sous-développement et des collectes de fonds.

L'enquête s'est déroulée sur deux plans : qualitatif et quantitatif.

Nous sommes heureux de présenter à nos lecteurs les conclusions de cette enquête, telles que les a dégagées Monsieur Jef Rens, président du C.N.C.D.

Si l'opinion paraît assez sensibilisée aux problèmes du sous-développement puisque 42 % donnent à leur solution une priorité absolue, la majorité accorde cependant plus d'importance aux problèmes d'ordre national.

Les auteurs concluent de leurs constatations que le public dans son ensemble estime encore l'ampleur et le caractère de gravité que le sous-développement dans le monde représente pour nous tous.

Dans la mesure où il y a une réelle prise de conscience, elle est, d'après l'enquête, assez récente. Ce sont la misère et la famine qui paraissent constituer les éléments essentiels de l'image que nos concitoyens se font du sous-développement. N'empêche que beaucoup l'attribuent au manque d'instruction, aux mentalités traditionnelles, au manque de capitaux, au retard dans les domaines de la science et de la technologie, e.e..

Dans l'ensemble, notre opinion publique semble ramener les causes profondes du sous-développement du Tiers-Monde d'une part à l'incapacité de ses populations de rattraper leur retard par leurs propres moyens et d'autre part par l'insuf-

fisance des efforts que font les pays riches pour réduire l'écart qui les sépare des pays de l'hémisphère sud et pour apporter à ceux-ci une aide véritablement efficace.

Si même il y a encore beaucoup d'incompréhension parmi les Belges à l'égard des pays en voie de développement et si on peut encore déceler, hélas, certaines traces d'égoïsme national, il reste néanmoins un fait et un fait réjouissant que le sentiment de solidarité à l'égard des peuples de ces pays a fait d'énormes progrès. Ainsi l'enquête conclut que l'opinion en Belgique a le sentiment que nous vivons trop bien, que nous achetons trop bon marché nos matières premières aux pays pauvres et que nous leur vendons par contre trop cher nos produits.

Nos concitoyens n'ont pas seulement l'opinion que l'argent de notre aide est mal utilisé par les pays pauvres qui s'en servent souvent pour acheter des armes et dont les gouvernements leur paraissent parfois corrompus, mais ils sont également d'avis que les efforts de coopération des pays riches ne sont pas assez coordonnés et que de ce fait aussi il y a du gaspillage.

Après avoir pris connaissance, et avec quel soin, tant des éléments favorables que des oppositions qu'ils ont rencontrés, les auteurs de l'enquête aboutissent à la constatation combien réjouissante pour tous ceux qui ont la cause des peuples du Tiers-Monde à cœur que 85 % des avis exprimés sont favorables à l'aide que la Belgique apporte à ces pays. Ce qui explique que la majorité des personnes interrogées est favorable aux collectes encore que les raisons des réserves que celles-ci suscitent de la part de ces mêmes personnes ne nous paraissent pas toujours claires.

Sans qu'il soit possible de reprendre, dans le cadre de cet article, toutes les conclusions de cette enquête dans leurs moindres nuances, il me paraît cependant intéressant d'en citer rapidement encore quelques-unes. D'une façon générale les hommes paraissent mieux renseignés sur le sous-développement et ses implications que les femmes qui elles semblent davantage animées par un sentiment de responsabilité morale.

Scepticisme des jeunes

Les classes de jeunes se sentent plus concernées par les problèmes du sous-développement qu'elles semblent considérer comme un problème de leur génération. C'est parmi les jeunes qu'on a recueilli le plus grand nombre de jugements sévères à l'adresse des pays riches et de leur politique. Tout en étant plus intéressés par les problèmes du sous-développement, les jeunes sont plus sceptiques à l'égard des modes d'aide

actuellement pratiqués et plus particulièrement à l'égard des collectes. Ils estiment que les solutions relèvent davantage de la politique.

Il y a lieu de noter encore que ceux qui ont fait des études supérieures se sentent plus concernés par le sous-développement et comprennent mieux ses véritables causes mais sont aussi plus pessimistes quant à la possibilité d'y porter des remèdes efficaces.

Par contre les personnes les moins instruites sont les plus ethnocentristes ce qui les entraîne à rendre les peuples du Tiers-Monde eux-mêmes responsables de leur propre retard.

C'est parmi certaines catégories des classes moyennes, plus particulièrement parmi les commerçants et les agriculteurs que l'enquête a rencontré le moindre intérêt pour les pays sous-développés aux peuples desquels est attribuée la responsabilité pour leur pauvre sort. Mais alors que les commerçants donnent peu aux collectes, les agriculteurs par contre y contribuent plus régulièrement. L'enquête a de même relevé que les ouvriers, eux aussi, sont de pauvres contributeurs aux collectes. Ils invoquent fréquemment comme raison pour leur abstention que ce sont les pays riches qui devraient assumer la responsabilité d'aider davantage les pays pauvres.

C'est généralement dans les milieux catholiques qu'on rencontre le plus d'intérêt actif à l'égard des pays sous-développés.

Les raisons ne paraissent pas très claires. Est-ce la charité chrétienne agissant dans le cadre des exigences de notre époque qui agit comme mobile ? Ou est-ce la mauvaise conscience que donne aux catholiques contemporains la connaissance du rôle qu'a longtemps joué l'Eglise en Afrique et en Amérique latine, en tant que support des classes possédantes qui y ont tant contribué à freiner le progrès ? Ou est-ce cet intérêt indéniable que les catholiques portent à ces peuples trouvant son inspiration dans la très vieille tradition chrétienne d'évangélisation ? Il est aussi possible que le comportement des catholiques qui les honore en tout état de cause et qui profite en tout cas au Tiers-Monde soit influencé par une combinaison de ces préoccupations.

Une énigme...

Je ne puis personnellement que regretter les conclusions de l'enquête d'après lesquelles les milieux ouvriers et socialistes sont les moins intéressés par les problèmes du sous-développement. Ce n'est pas la première fois que cette constatation a été faite en Belgique. Cela me paraît d'autant moins compréhensible que c'est précisément dans ces milieux qu'est née la solidarité qui a non seulement assuré leur dé-

veloppement en une force politique de première importance, mais qui a donné son image à notre politique sociale et qui a imprégné, de son esprit, toute notre structure nationale. Pourquoi les travailleurs socialistes ne portent-ils pas activement leur solidarité, qui est leur plus grande vertu et leur plus grand titre de noblesse, au-delà des frontières de notre pays aux pauvres et aux déshérités où qu'ils se trouvent dans le monde, reste pour moi une énigme. Aussi je formule l'espoir que tous les responsables de ce grand mouvement se pencheront sur les résultats de cette enquête en vue d'y chercher les renseignements et arguments dont ils pourront se servir pour ranimer la flamme de solidarité dans leurs rangs.

Cette suggestion de prendre connaissance des constatations détaillées de cette enquête ne s'adresse d'ailleurs pas seulement aux socialistes, mais à toutes les personnes qu'intéressent les problèmes du sous-développement du Tiers-Monde, quelles que soient leurs convictions politiques ou leurs opinions religieuses. C'est d'ailleurs aussi le vœu des auteurs de l'enquête qui méritent d'être cités nommément en raison de la haute qualité scientifique de leur étude et qui sont Nicole Debruelle-Vosswinkel, Josette Dancourt-Gossens et Camille Javeau, assistés pour la partie statistique par Catherine De Smet et par Jean Crochelet comme responsable du réseau des enquêteurs.

Il s'agit là d'une équipe qui mérite non seulement d'être vivement félicitée pour l'excellent travail qu'elle a fourni mais qui éclairera désormais l'action de tous ceux qui, concernés par le terrible problème que représente le sous-développement des vastes continents d'Asie, d'Afrique et de l'Amérique latine pour notre époque, œuvrent dans la mesure de leurs moyens afin de contribuer à sa solution. Afin de faire partager leur conscience de la gravité que ce problème signifie, non seulement pour ces peuples, mais pour nous tous, qu'ils suivent donc la suggestion des auteurs "en diffusant aussi largement que possible les résultats de l'enquête". Par ailleurs comment ne pas souscrire à cet avertissement par lequel les auteurs terminent leur étude :

"Face à l'ampleur du problème et à son urgence, il est très important de faire changer les attitudes et les comportements de notre population dans ce domaine qui nous concerne tous. Les réactions irrationnelles risquent un jour de céder devant une réalité qui sera à notre porte et ce jour-là il est à craindre qu'il sera trop tard".

Jef REMS

Pénétration européenne en Afrique Centrale et réactions africaines

Dans la plupart des manuels ou des histoires de l'Afrique, on consacre un chapitre plus ou moins long à la résistance des peuples de l'Afrique noire à la pénétration européenne. On souligne la résistance victorieuse que mena le Mésaïk contre les troupes italiennes; on insiste sur l'opposition violente de El Hadj Omar Tall à Faidherbe, sur l'action militaire de Samory Touré envers la pénétration française et leur projet d'installation sur le Niger. De la même façon on décrit l'opposition des Zoulou de l'Afrique australe à la poussée des Boers. B. Davidson affirme que les mouvements d'indépendance et le nationalisme de l'Afrique contemporaine ne sont compréhensibles que si on tient compte de ces réactions de résistance au colonialisme. T.O. Ranger qui cite ces propos de B. Davidson ajoute que l'étude de la résistance de Samory et de El Hadj Omar semble confirmer cette thèse (1). Ces auteurs concluent que la pénétration européenne et la prise de possession de l'Afrique ne s'est pas faite sans une résistance acharnée et héroïque des peuples africains, entraînés par des chefs valeureux.

Ce qui frappe dans cette description, c'est d'une part, sa localisation limitée à l'Afrique occidentale, à l'Ethiopie et à l'Afrique australe. Il n'y a nulle part allusion à une opposition quelconque qui se serait manifestée en Afrique centrale et orientale. T.O. Ranger confirme cette constatation. Il ajoute même que des arguments basés sur la résistance à l'établissement des colonies en vue d'expliquer les nationalismes contemporains semblent introuvables pour l'Afrique centrale et orientale (2). D'autre part, il nous semble qu'on ne trouve ici devant un phénomène de généralisation et de simplification des données historiques sans nuances suffisantes. Sans aller jusqu'à une accusation d'anachronisme, il est frappant de constater finement que cette exaltation de la résistance africaine coïncide avec le développement récent des nationalismes africains. De plus, aucune distinction n'est faite entre pénétration ou phase exploratoire, et prise de possession ou phase coloniale; aucune autre attitude n'est relevée en dehors de la résistance militaire.

Dans les pages qui suivent, nous voudrions précisément rechercher à travers les traditions orales et les témoignages écrits, les diverses modalités des réactions des peuples a-

fricains vis-à-vis de la pénétration européenne. Nous nous limiterons à l'Afrique centrale et orientale, en grande partie parce qu'il nous semble que c'est la région de l'Afrique qui paraît la moins étudiée à ce point de vue par la plupart des auteurs. Nous ne traiterons pas immédiatement des problèmes suscités par la prise de possession coloniale, mais nous nous bornerons dans la mesure du possible à la phase exploratoire de la pénétration européenne. (3)

Il nous paraît important d'aborder l'histoire africaine de l'intérieur. L'historiographie de l'Afrique moderne et contemporaine est restée trop longtemps une historiographie de l'Europe et des Européens en Afrique. Les dernières années seulement un effort réel a été entrepris pour récrire une histoire de l'Afrique du point de vue africain. Notre propos est de répondre à la question : l'homme africain de la deuxième moitié du 19^e siècle, qu'a-t-il vu ? Comment a-t-il réagi devant ces nouveaux-venus ?

Avant de répondre à ces questions, une remarque préliminaire s'impose. Malgré les affirmations actuelles auxquelles nous avons fait allusion ci-dessus, les premières étapes de la pénétration européenne et même du partage du continent, où les États européens firent valoir leurs droits sur les régions côtières et les fleuves et tracèrent sur le papier des frontières partant de la côte, n'entraînèrent pratiquement pas de conflits sanglants. (4) Ceci s'explique par le caractère particulier de ce début de la pénétration européenne en Afrique. On aurait tort de la considérer ou de la présenter comme une conquête ou une invasion. Il s'agit plutôt d'infiltrations. Même si à une certaine époque cette pénétration est qualifiée de massive, il ne faut jamais oublier que l'Afrique est un continent si vaste que ces premiers petits groupes d'Européens passèrent à peu près inaperçus. Leur attitude à l'égard des peuples africains est celle de négociateurs plutôt que de conquérants.

Ils s'introduisirent d'ailleurs dans les régions où ils espéraient rencontrer des peuples qui avaient quelque raison de les accueillir en amis et en évitant le plus ceux dont ils craignaient l'hostilité. Ces populations africaines ont eu vis-à-vis de ces "voyageurs nouveaux" des réactions très diverses. Nous voudrions ici proposer une typologie de ces réactions.

Il est intéressant de constater que bon nombre de ces réactions étaient des réactions intéressées.

La présence européenne a été ressentie par un groupe de peuples africains comme un moyen de s'enrichir. C'étaient surtout les hommes vivant du commerce et dont le territoire était traversé par les routes des caravanes. Mentionnons en

particulier les Banyamwezi de l'Afrique orientale. Très tôt s'est établi dans toute la Tanzanie actuelle la coutume du "Hongu" ou taxe de passage perçue par les autorités locales sur les caravanes qui devaient traverser leur territoire.

"Le Hongu", cette plaie de l'Afrique centrale, écrivait le lieutenant Belge Jérôme Becker en 1887, cette pieuvre aux renaisantes tentacules, qui non seulement appauvrit les plus robustes caravanes, mais les arrête constamment dans leur marche, n'est, en définitive, que l'extension de l'ancien droit européen et régulier de passage, combiné capricieusement avec ceux de nos douanes ou plutôt des cotisations supprimées en Belgique. Il n'est vraiment vexatoire que par sa fréquence et par les interminables arrêts qu'il entraîne". (5)

Le "Hongu", très tôt institutionnalisé, était devenu pour de nombreux peuples de l'Afrique orientale une part très importante de leurs revenus. Loin de s'opposer à la pénétration, ces peuplades la souhaitaient. Sans caravanes, plus de "hongu"; sans "hongu", plus de revenus. Que les caravanes soient dirigées par des Blancs ou des Arabes ne semblaient pas faire de différence pour eux. Ce qui comptait dans une caravane, c'était le "hongu".

D'autres peuples voyaient dans la pénétration un moyen de protection contre des ennemis réels ou éventuels. Ainsi quand H.M. Stanley arriva pour la première fois à la cour du Kabaka du Buganda en 1876, ce dernier lui proposa de demander pour son pays la protection de l'Angleterre. (6) Le Buganda craignait une invasion arabe par le Nil et désirait se mettre sous la protection d'un pays suffisamment puissant pour pouvoir retenir la pousse arabe. Quand les premiers missionnaires catholiques se présentèrent deux ans plus tard à la cour du souverain, la même proposition fut faite, et le Père L. Livinhac s'empressa d'écrire au comte de France à Zanzibar pour demander que la France établisse son protectorat sur le Buganda. (7)

Un phénomène à peu près identique s'est produit à Zanzibar, où le sultan Seyid Bargash, en 1878, était tout disposé à céder une grande concession à la "British Indian Steam Navigation Company". La coopération avec la Grande-Bretagne apparaissait pour le sultan comme le meilleur garant de son indépendance. (8)

Dans ces trois cas, nous remarquons que les nations européennes refusent les "cadeaux" qui leur sont offerts ! Nous n'avons pas ici à expliquer les raisons de ces refus, mais il reste intéressant de constater le fait.

T.C. Ranger signale un cas analogue qui s'est produit chez les Bassoutos. Au 19^e siècle, ce peuple était menacé

dans son existence même par les "Boers" du Cap. Aussi les dirigeants Bassoutos s'empressèrent-ils d'implorer les Britanniques d'établir un protectorat sur leur pays. Ils y voyaient une "protection" réelle et efficace contre les menaces des immigrants du Sud. (9) La puissance des Blancs est donc de nouveau utilisée par des Africains comme une protection contre un ennemi. Et de fait, le protectorat britannique sur le Bassoutoland sauva ce dernier d'une incorporation dans un état Boer.

Parmi les réactions intéressées, signalons enfin, les peuples qui ont vu dans la présence européenne un moyen de puissance, c'est-à-dire que certains se sont efforcés d'utiliser les Européens pour étendre leur propre autorité.

Ainsi les Arabes de l'Afrique orientale s'efforcèrent d'entraîner les Européens de passage pour lutter contre le grand chef Mrambo (9). Le capitaine H. Storms, commandant de la station de l'Association Internationale Africaine à Mpala sur le Tanganyika eut des démêlés avec un chef local dont nous reparlerons encore plus loin, parce qu'il refusa de lui donner de la poudre. Ce chef, Iusinga, voulait profiter de la présence du Blanc de Mpala pour se rendre maître de la région.

Enfin dans une étude récente, Mademoiselle Catherine Newbury (10) signale un cas semblable qui s'est produit dans le Kinyaga au Rwanda. Le chef Rwaagataraka manœuvra avec beaucoup d'habileté pour ses propres fins ses relations avec l'autorité coloniale. Il est intéressant de noter que le même fait que celui dont nous avons parlé précédemment se reproduit ici dans un pays sous contrôle colonial. Loin de s'opposer à l'autorité coloniale, nous voyons au contraire le chef Rwaagataraka rechercher l'alliance du Blanc pour renforcer sa propre autorité. Chef de la région d'Impara dans le Kinyaga depuis 1912, il cherche à entrer en relation amicale avec l'autorité coloniale allemande d'abord. Il équipe même une compagnie militaire pour venir en aide à l'armée allemande durant la première guerre mondiale. Après le désastre allemand, il change de camp et recherche l'alliance des Belges et des missionnaires du Kinyaga. Il exploitera habilement cette alliance pour se rendre maître de toute la région ; il parvient à faire placer sous son autorité les deux petits royaumes autonomes du Bukuru et du Busozo. Il obtient la destitution du chef du Biku, son rival, et son remplacement par un de ses clients. Il atteint ainsi son but grâce à la collaboration avec le "Blanc" : la soumission de toute la région à son autorité !

Jusqu'à présent, nous n'avons décrit que des attitudes "officielles" d'hommes d'Etat africains : souverains de nations commerçantes, monarques d'Etats solidement organisés.

Quelle fut l'attitude de l'ensemble du peuple ? En lisant attentivement les textes, nous y trouvons aussi en partie des réactions d'indignité, surtout dans les couches les plus défavorisées de la population : les infirmes, les malades, les esclaves. Les esclaves étaient certes parmi les plus intéressés par la présence des Blancs. Le premier travail des missionnaires catholiques dans la région des Grands lacs, consistait dans le rachat des esclaves. Notons en passant que cette présence des missionnaires à côté des premiers Européens explorateurs ou commerçants, a souvent été négligée par les historiens. Or, cette présence a été très importante et dépassa même en nombre la présence des premiers Blancs établis en Afrique orientale et centrale dans un but colonial. (11) Pour ces esclaves libérés par les missionnaires, une véritable nouvelle existence commençait, dont ils furent en général très satisfaits. Au Tanganyika par exemple, 2.000 personnes vivaient sous la protection de la mission de Kibanga en 1888. Parmi ceux-ci, 300 enfants rachetés vivaient dans un orphelinat, 200 ménages adultes résidaient dans un village chrétien proche de la mission, et 1.500 "servants" ou personnes de condition libre cherchant la protection des établissements. (12) Dès que les Européens fondèrent des établissements au centre de l'Afrique, ils ressentirent le souci de créer des centres durables. Pour réaliser ce dessein, ils utilisèrent des méthodes qui rassemblaient à ces méthodes des premiers missionnaires. Quelques années après la fondation de Karama par exemple, le problème de la population restait à résoudre. La station - dans l'idée du fondateur - devait devenir en quelque sorte une nouvelle "ville". Qui viendrait la peupler ? Le capitaine Jules Rameackers, commandant du poste, songe alors à l'achat d'esclaves. Il met sur pied un système original : l'esclave acheté serait libéré progressivement tout en restant attaché à la station. On lui permettrait d'acquiescer un petit terrain et une maisonnette dans un village proche de Karama. Libre, il pourrait jouer en paix des fruits de son travail. Nos esclaves sont enchantés de ces conditions, font-ils au secrétaire de l'Association internationale Africaine à Bruxelles, et je crois même qu'en faisant fonctionner ce système en grand nous marcherons à grands pas vers la suppression de l'esclavage, ce qui est un des buts de l'Association". (13)

Signalons enfin parmi ces réactions intéressées, l'attitude de la présence européenne exercée sur les infirmes et les malades. Dès leur arrivée, à côté du rachat de jeunes esclaves, les missionnaires catholiques s'occupèrent également du soin des malades. Sur les rives du Tanganyika par exemple, la variole sévissait à l'état endémique. Les missionnaires entreprirent de vastes opérations de "vaccination" en inoculant le malade en se servant du pus prélevé sur un malade.

A Kibanga, et plus tard à Mpala les missionnaires sauvèrent des centaines de vies humaines, ce qui leur attira la sympathie de la population. (14)

A côté de ces réactions intéressées, il y eut de nombreuses réactions de soumission. Cette soumission prit quelquefois l'aspect d'une acceptation passive de l'autorité nouvelle. Pourquoi ? L'autorité nouvelle apparaissait souvent comme dotée d'une force très importante contre laquelle on pouvait difficilement tenir tête. Lorsque le 2 mai 1883, Emile Storms débarqua sur la côte ouest du lac Tanganyika et fait part au chef Mpala de son intention de s'établir dans la contrée, le chef lui répond qu'il voyait très bien que le Blanc était intentionné de bâtir dans sa région, qu'il le savait plus fort que lui et qu'il ne pourrait s'y opposer ! De fait, le capitaine Storms disposait d'un armement et d'un équipement supérieur à celui du chef. Sa réaction pourrait se résumer en ces mots : Pourquoi m'y opposer, c'est impossible. (15)

Cette soumission au nouveau venu ne se déroula pas toujours d'une façon si simple. Dans certains cas des réactions expectatives ou de test précédèrent une attitude d'accueil plus ou moins réel. Un cas typique nous semble être celui des dirigeants du Rwanda. Resté pendant longtemps à peu près totalement isolé du monde extérieur, ce n'est que vers la fin du 19e siècle, en 1892, que le premier Européen l'explorateur Oscar Baumann traversa la rivière Akanyaru en venant du Burundi et pénétra dans ce royaume interlacustre. Ce premier Blanc fut pour l'ensemble de la population un objet de curiosité plus qu'un ennemi. Il ne séjourna au Rwanda que quelques jours et sa présence ne détermina aucune attitude concrète chez les dirigeants du pays.

Analysant les traditions orales élaborées sous le règne du mwami Kigeli Rwabugiri, l'abbé Alexis Kagame a évoqué les réactions de la cour vis-à-vis des premiers Européens dans une conférence prononcée à l'Institut Pédagogique National du Rwanda à Butare en 1970. (16) D'après ces traditions, les dirigeants du pays avaient entendu parler des Blancs et avaient appris que ces hommes étaient d'une puissance extrême. Aucun roi ne semblait capable de les vaincre. La première réaction de la cour fut d'inviter ces hommes puissants au Rwanda pour qu'ils augmentent la force de rayonnement du pays grâce à leur puissance. Devant l'échec de cette tentative, une autre solution fut envisagée. Cette solution ne pouvait pas trop tarder parce que la cour se rendait compte que les Européens s'approchaient toujours davantage des frontières du pays. On décida de consulter le mwami du Karagwa-Rumanyika qui entretenait des rapports fréquents avec les Européens. En 1862 déjà, les explorateurs Speke et

Grant avaient séjourné auprès de lui en attendant le retour des émissaires envoyés par eux pour annoncer leur arrivée au Kabaka Mutesa du Buganda. La réponse du Karagye confirma les bruits concernant la grande puissance des Blancs. Sa réponse fut à peu près la suivante : "Les Européens sont des conquérants mais il serait dangereux de les combattre ! Ils sont tellement forts que le monarque qui les attaque est facilement vaincu et que sa dynastie est détruite. Mais lorsque le monarque les reçoit amicalement, ils le laissent en place et ils commandent le pays avec lui". Cette réponse fut soumise à l'épreuve pour en contrôler la valeur : on organisa donc une consultation divinatoire. La réponse - assez obscure - amena la décision suivante : on les recevrait amicalement, tout en les combattant magiquement en leur opposant un "libérateur pacifique" qui remplacerait le roi. Lorsqu'enfin une immense caravane pénétra au Rwanda dirigée par le comte Al-lemund von Götzen en 1894, ce fut le propre fils du mwami Kigori qui guida l'expédition jusqu'à l'ibwami ou la cour, où la réception de ces hommes nouveaux fut soigneusement organisée.

Les dirigeants du pays purent se rendre compte eux-mêmes de la puissance de ces nouveaux venus. Mais pour en obtenir la certitude parfaite, il fallait une preuve tangible. Une attaque fut préparée dans le plus grand secret. Elle eut lieu à une distance assez éloignée du lieu de réception : dans le nord du pays, dans la région du Bagoyi. Le chef de la province Bisangwa, sur ordre de la cour, déclencha les hostilités : résultat, 4 morts et 6 blessés du côté rwandais. Bisangwa vint se disculper le lendemain auprès des Allemands en accusant une prétendue bande de pillards. Il ne fallait pas que ces Blancs puissent suspecter la cour. En tout cas, pour l'entourer du roi comme pour lui-même, la preuve était faite : la résurgence de Bisangwa était claire. Quelques années plus tard, le Rwanda malgré sa puissante organisation militaire, se soumit sans difficultés au nouveau maître. Pendant un an, le capitaine Allemand Bethé se mit à patrouiller à travers tout le pays pour préparer le terrain en vue d'établir un accord entre le roi et le gouvernement impérial allemand. Le capitaine mit tout en œuvre pour montrer ostensiblement la puissance de son armée. Il fallait impressionner ! En 1899, les autorités allemandes étaient d'avis que le moment était venu d'imposer leur autorité. Le capitaine Bethé exposa ses conditions à la cour : le mwami devait accepter la surveillance allemande sur le pays et refuser l'intervention de tout autre pays européen. On demanda peu à la cour : une surveillance. On comprend qu'à l'ibwami on ait accepté ce "protectorat" sans difficultés. Les Allemands ne demandèrent aucun tribut et Mwamunga put rester mwami comme auparavant sans que rien ne fut changé dans les relations avec son peuple. L'Allemagne promit

également d'intervenir par les armes chaque fois que le Rwanda serait attaqué. (17)

Si nous nous sommes étendus si longuement sur le cas du Rwanda, c'est parce qu'il semble typique d'une première réaction vis-à-vis de l'Europe. Après s'être rendu compte d'une façon aussi tangible que possible par des renseignements, par des rites magiques et par des contacts réels de la puissance des nouveaux venus, on se soumet avec d'autant plus de facilité que la cour ne semblait rien devoir perdre, ni de son autorité ni de ses prérogatives. Les conflits éclateront plus tard, au moment où le pouvoir local se rend compte que de fait son indépendance est perdue. Ce ne sera qu'une vingtaine d'années plus tard quand les nouveaux maîtres, la puissance coloniale belge, prendra des mesures restrictives vis-à-vis de la cour. Mais ceci dépasse le cadre de cette étude. Nous voudrions surtout insister sur ce fait que même un royaume militaire comme le Rwanda s'est si facilement soumis à l'autorité coloniale dans sa première phase.

Cette soumission se transforma en d'autres endroits en une véritable collaboration avec les Blancs. Les Zanzibariés comme les Banyamwezi par exemple collaboreront à la pénétration européenne d'une façon active en étant, soit soldats, soit porteurs dans les caravanes. Les compagnons de H.M. Stanley durant tous ses voyages, même quand il commence la remontée du fleuve Zaïre pour le compte de l'Association de Léopold II, furent des "hommes de la côte". Sans eux, il faut le souligner, il n'aurait jamais rien pu réaliser. Sans l'aide et la collaboration des Africains, ni la pénétration, ni le partage colonial ni la colonisation n'aurait pu se faire.

Cette collaboration se transforma quelquefois en des mitié solides entre Blancs et Noirs. On se souvient non sans émotion de l'attachement qui liait David Livingstone à ses suivants. Une preuve manifeste de ce lien solide, fut le fait, qu'après la mort de l'explorateur missionnaire, ses amis mirent son corps dans le sel et l'amenèrent avec eux du lac Bangweilo jusqu'à Bagamoyo, parcourant une distance de plus de 1000 kilomètres par fidélité et attachement à leur compagnon ! (18) Quand l'officier Belge Emile Storms jeta les bases de la station de Mputa, le chef de l'endroit exprima le désir de devenir son frère de sang. Storms accepta la proposition, se soumit à la cérémonie et devint le frère de sang de Mputa. En décembre 1884, Storms entre en guerre contre un chef local, Insinga. Après la victoire du chef de la station, Mputa vint féliciter ce dernier. "Mon frère, déclare-t-il, quand vous êtes arrivé dans la contrée, nous avions de la misère, mes hommes n'osaient pas cultiver par crainte d'attirer des gens rapaces".

Vous vous êtes fait mon frère, vous avez dit que vous vouliez travailler en faveur de la contrée. Nous sommes ici tous, mon frère, pour vous dire que vous n'avez jamais menti. Depuis que vous êtes dans la contrée, les hommes travaillent, il y a des vivres en abondance. Le seul individu qui inquiétait la région, vous venez de le battre. Personne dans la contrée ne pouvait battre Lusanga parce qu'il était le plus fort. Vous l'avez battu, vous êtes donc le plus grand chef et nous sommes vos enfants. Maintenant nous n'avons plus peur, nous travaillerons tous encore plus qu'avant et notre contrée deviendra la plus riche de toutes." (19) Lorsque le chef Mpala mourut en juin 1885, Storms en fut profondément affecté. Il s'en était senti beaucoup contribué à dissiper la méfiance qu'inspirait la présence de Storms dans la contrée.

Les cas d'opposition à cette première présence européenne en Afrique centrale semblent rares. Nous en avons déjà analysé les principales causes : infiltration plus qu'invasion, nombre limité des premiers Blancs dans l'immensité du continent. Il faudrait cependant pour être complet nous arrêter un instant à ces réactions d'hostilité et les analyser.

Dans sa traversée de l'Afrique, Stanley rencontra beaucoup de réactions d'opposition. Il parlait souvent des "tribus hostiles". Souvent, de fait, son importante caravane a dû donner l'impression d'une invasion. Il y avait en plus en Afrique orientale le précédent arabe : une caravane comme celle de Stanley a dû faire penser à des caravanes de marchands d'esclaves dont il fallait se méfier. Il s'agit donc d'un intrus qui déclenche une réaction de méfiance, ou d'un ennemi en puissance contre qui il fallait se défendre. Il est à noter que l'opinion de Stanley changera quand il remontera le fleuve à partir de son embouchure. A ce moment son "voyage" qui a comme but la préparation de l'établissement colonial du futur Etat indépendant du Congo, le met en rapport avec les populations indigènes d'une façon plus constante et plus calme. Nulle part, il ne signale des actes d'hostilité ou de malveillance manifeste. Souignons en passant qu'une expédition d'exploration rencontre davantage d'opposition qu'une expédition coloniale.

Il y eut également des réactions violentes de la part de certains peuples africains dans la mesure où le nouveau venu entravait des coutumes, des habitudes locales, ou tout simplement parce que le Blanc n'acceptait pas certaines réactions intéressées, ou parce qu'il refusait d'être voilé : les caravanes importantes des premiers explorateurs comme des premiers missionnaires étaient des projets tenaces pour les habitants. De plus il faut se rappeler que, le long des routes des caravanes en Afrique orientale, de véritables bandes

armées, "les Rougas-Rougas" s'étaient constituées, ne vivant que de pillage des caravanes. "Aux yeux des indigènes, écrit Storms en 1883, le métier des Rougas-Rougas n'a rien d'avilissant, c'est un métier absolument comme un autre, c'est généralement l'élite de la population qui s'adonne à cette carrière... Ils exercent un métier de brigandage au bénéfice du chef. Dévaliser une caravane d'un ennemi même quand les hostilités ne sont pas ouvertes ou celle d'un inconnu est la chose la plus naturelle du monde... Lorsqu'une caravane traverse une contrée, cela est considéré comme une bonne aubaine, c'est un bon vent qui amène des ressources, circonstances que les chefs exploitaient le mieux possible... Les Rougas-Rougas qui opèrent pour leur propre compte sont moins nombreux, ils joignent généralement le métier de cultivateur à celui de brigand. Ils opèrent à quelques-uns, ils s'embusquent aux abords des routes dans le voisinage de leurs habitations et lancent leurs flèches ou leur sagaie au moment où on s'y attend le moins. Le principal objet de leur convoitise est une arme à feu, ou le peu d'étoffe qu'un individu a sur le dos..." (20) On comprend que dans des circonstances pareilles, des conflits armés étaient pratiquement inévitables !

Le capitaine Storms eut plusieurs "guerres" de ce genre à soutenir. A Karéma d'abord : en février 1883, les "couriers" de la station étaient en butte aux attaques des "Rougas-Rougas" du chef Katskwa.

Tohat, un chef voisin et allié de la station de Karéma fut chargé par Storms de faire cesser ces actes de brigandage. Au mois de mars, ce chef dirigea une attaque contre le village de Katskwa, mais ce fut un désastre. Loin d'être victorieux, Tohatat y perdit plusieurs hommes. Après cet événement malheureux et dangereux pour la station, le commandant du poste résolut de venger Tohatat. Une courte "guerre" s'ensuivit et Storms détruisit le village de Katskwa. (21) Il semble donc bien s'agir ici d'un acte de brigandage, suivi par une action policière. "Le premier devoir d'un commandant de station est d'assurer la sécurité de la station," écrivait Storms à Strauch, secrétaire de l'Association internationale Africaine.

Plus tard, Storms mena une guerre semblable au Karéma, à l'ouest du Tanganyika, dans la région de la station de Mpala. Un chef dont nous avons déjà mentionné l'existence, vint demander au commandant de poste de la punir. Storms qui désirait voir régner la paix dans la région, n'a aucune envie de procurer des munitions à un petit souverain local. Vivement irrité par ce refus, Lusanga commença par razzier la région, s'attaquant surtout aux hommes de la station. Il fit réguer ainsi une véritable terreur dans la contrée. En décembre 1884, aidé par la caravane allemande de Paul Reichard, Storms

attaque la résidence de Insinga, la détruit et tue le chef. Cette guerre eut deux conséquences : la plupart des chefs de la région, et parmi eux les plus puissants vinrent se soumettre à l'autorité du commandant de la station. L'un d'entre eux s'exprima ainsi : "Insinga était le chef le plus fort du Marungu, vous l'avez battu et tué, maintenant c'est vous qui êtes le plus grand chef et personne ne sait vous résister. Moi et les miens nous vous recommandons pour notre roi, pour notre père, notre mère, notre frère, notre ami; vous avez plus d'esprit que nous et nous vous confions le soin de gouverner notre contrée." (22) Certains chefs au contraire manifestèrent une attitude très hostile vis-à-vis du Blanc de Mpala. Ils reprirent la lutte contre lui et incendièrent même la station dans la nuit du 19 mai 1885.

Commencée comme une action poliole comme pour le cas de Karema, cette "guerre de Marungu" est peut-être davantage coloniale. On passe de vengeance en vengeance à une véritable guerre, dont l'enjeu semble la présence du Blanc. Certains souverains locaux se rendirent donc compte à cette occasion que leur indépendance d'action subissait des restrictions considérables à cause de l'Européen et qu'il fallait s'en débarrasser de la leur acharnement dans la lutte. Après le départ de Storms tout se calma. Les missionnaires catholiques qui avaient succédé à Storms et qui dirigeaient maintenant le poste menèrent une politique d'apaisement, en respectant le plus possible l'autorité des notabilités locales. Vers la fin de l'année 1885, les différents chefs vinrent se mettre "sous la protection" du poste.

CONCLUSION

Cet article voulait établir une typologie des réactions de certains peuples de l'Afrique centrale et orientale, à l'arrivée des Européens dans leur continent. Ces réactions semblent exemplatives pour l'ensemble de cette partie de l'Afrique : elles vont de la soumission jusqu'à la résistance en passant par diverses phases secondaires.

La première réaction semble bien avoir été celle d'un intérêt. La plupart des souverains locaux de l'Afrique ancienne ont utilisé et exploité toutes les possibilités pour agrandir leurs états et augmenter leurs propres prérogatives. (23) Ils ont fait de même vis-à-vis des premiers Européens dont ils ont essayé d'utiliser la puissance technique et militaire surtout pour la soumettre à leur autorité. Ce nouveau venu sur la scène politique africaine devient ainsi un moyen pour s'enrichir, pour se protéger ou pour étendre sa puissance. On assiste à peu près à la même réaction dans les couches les plus défavorisées du peuple. Ici le nouveau venu devient un moyen de se libérer de la servitude ou d'une infirmité.

Dans un même esprit, certains chefs se soumettent. La puissance du nouveau venu semble invincible, au-delà de mesure.

On se soumet rapidement ou le plus souvent - comme au Rwanda - après un examen minutieux et à peu près complet de cette force nouvelle. La soumission semble ici encore surtout dictée par un réflexe d'intérêt. Il vaut mieux se soumettre que de combattre. L'ambitieux de ces "hommes doués d'une telle force" peut renforcer l'autorité personnelle et nationale. Cette collaboration jusqu'à l'ambitieux semble avoir été une réaction fréquente dans cette partie de l'Afrique vis-à-vis de l'Europe.

L'opposition naîtra d'abord - semble-t-il - d'une réaction d'intérêt maladroite : le pillage des caravanes; ensuite seulement d'une prise de conscience de la perte de l'indépendance. Le cas de Storms et de Insinga semble typique. L'opposition est violente : une véritable guerre éclate et sévit dans la région. Le Blanc semble un intrus qui limite la liberté d'action de l'autorité. Le conflit s'apaise dès que le Blanc est remplacé par un autre qui s'y oppose moins. C'est ce qui explique que les réactions violentes à la colonisation éclatèrent en général plus tard au moment où les souverains locaux se rendent clairement compte que leur autorité est limitée. Ainsi dans certaines régions de l'Afrique orientale et centrale, des guerres coloniales, des oppositions ouvertes ou sournoises sévirent quelquefois à une époque beaucoup plus tardive.

On pourrait conclure assez paradoxalement que l'Afrique centrale et orientale s'est ouverte et bientôt soumise à l'Europe par intérêt.

Hoger HEREMANS

(1) T.O. RANGER, *Connexions between "Primary resistance" movements and modern mass nationalism in East and Central Africa*, dans *Journal of African history*, vol. IX, No 3, p. 437.

(2) T.O. RANGER, *idem*, p. 438.

(3) Les dernières années, plusieurs auteurs ont étudié et traité de la résistance africaine à la pénétration coloniale, mais tous analysent des cas concrets de résistance et se limitent à la phase coloniale ou la prise de possession de territoires africains par des européens.
T.O. RANGER, *op. cit.*

- T.O. RANGER, African reactions to the imposition of colonial rule in East and Central Africa, dans L.H. GANN et P. DUTGAN, History and politics of modern imperialism in Africa, Cambridge, 1969.
- R.R. THURTON, Somali resistance to colonial rule and the development of Somali political activity in Kenya, 1893-1960, dans Journal of African history, vol. XIII, No 1, p. 119 - 143.
- E. BURKE, Paralysed and Moroccan resistance to French colonial penetration, 1900 - 1912, dans Journal of African history, vol. XIII, No 1, p. 97 - 118.
- S. MARKS, Khoisan resistance to the Dutch in the seventeenth and eighteenth centuries, dans Journal of African history, vol. XIII, No 1, p. 55 - 96.
- M.S.M. KIMAMUKA, Huxoro and the British: a reappraisal of the causes for the decline and fall of an African kingdom, dans Journal of African history, vol. IX, No 4, p. 603 - 645.
- (4) R. OLIVER et A. ATMORE, Africa since 1800, Cambridge, 1967, p. 97.
- (5) J. BECKER, La vie en Afrique, Paris-Bruxelles, 1987, T. I, p. 133.
- (6) H.M. STANLEY, Through the dark continent, New-York, 1878-1879.
- (7) Livinac au supérieur général, 1878, Archives de la Maison générale des Pères Blancs à Rome, Correspondances des missionnaires du Tanganyika, C 16.
- (8) F. RENAULT, L'Algérie, l'esclavage africain et l'Europe, Paris, 1971, t. I, Afrique centrale, p. 292.
- (9) R. COUPLAND, The exploitation of East Africa (1856-1890), The slave trade and the Scramble, Londres, 1939.
- (10) C. NEWBURY et J. RMAENKUMBA, Political evolution in a Rwandan frontier district: a case study of Kinaga, dans Rapport de l'Institut National de Recherche scientifique - que du Rwanda pour les années 1965-1970, Butare, 1971, p. 93 - 119.
- (11) Il est frappant de noter que dans l'œuvre collective de L.H. GANN et P. DUTGAN, Africa, 1870 - 1960, on ne parle presque pas de l'activité missionnaire.
- (12) F. RENAULT, Op. cité, p. 184 - 201.
- (13) Rameekere à Stronoh, 18 janvier 1882, dans R. HEREMANS, Les établissements de l'Association Internationale Africaine au lac Tanganyika et les Pères Blancs, Mpala et Karema, 1877 - 1885, Tervuren, 1966, p. 25 - 26.

- (14) R. HEREMANS, Op. cité, p. 112.
- (15) R. HEREMANS, Op. cité, p. 36 - 37.
- (16) A. KAGAME, Le premier Européen au Rwanda, Butare, 1970, (notes polycopiées).
- (17) R. HEREMANS, Introduction à l'histoire du Rwanda, Kigali, 1971, p. 43.
- (18) P. VERSTIJNEN, Zanguebar through contemporary records, Bagamoyo, 1968, p. 19a (notes polycopiées).
- (19) R. HEREMANS, Les établissements...., p. 54.
- (20) Storms à Strauch, mai 1883 (minute), Archives du Musée de l'Afrique centrale à Tervuren, Fonds E. Storms, Parade VII, No 22.
- (21) R. HEREMANS, Op. cité, p. 33.
- (22) R. HEREMANS, Op. cité, p. 55.
- (23) T.O. RANGER, African reactions to the imposition of colonial rule..., p. 301.

Chronique des Livres



Baudouin Paternostre de la Mairie;

LE RWANDA - SON EFFORT DE DEVELOPEMENT (1)

"Dialogue" arrive un peu tard pour présenter à ses lecteurs un ouvrage qui connaît déjà une diffusion exceptionnelle, pour le genre littéraire où il s'insère, et qui a été à lui-même sa propre réclame. Mais n'est-ce pas là des raisons pour le présenter à ceux qui l'ignorent ?

Le titre dit bien de quoi il s'agit.

En fait, c'est une initiation au Rwanda, sous ses aspects les plus divers, écrite par quelqu'un qui y a passé de nombreuses années et qui aime ce pays.

La moitié de l'ouvrage couvre la période qui a précédé la révolution des masses hutu en 1959. Le simple relevé des divers chapitres témoigne qu'on a voulu brosser un large panorama de l'histoire du Rwanda depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. "De la genèse des mille collines à la pré-histoire"; "les Bantous en Afrique Orientale"; "La civilisation bantoue du Rwanda"; "Les invasions hamites du 1^{er} siècle au Rwanda"; "L'humanisme pré-chrétien du Rwanda"; "1900 - rupture de l'isolement culturel et politique du Rwanda"; "Le Protectorat allemand - 1890 - 1916"; "La Guerre de 1914 - 1918"; "La Période du Mandat"; "La seconde Guerre mondiale"; "La Période de la Tutelle".

A lire cette énumération, certains risquent de contester la compétence de l'auteur à aborder des domaines si divers.

Qu'on se rassure. L'auteur ne prétend pas être, tout à la fois, géologue, ethnologue, sociologue et historien. Guidé par son désir de fournir, non pas une documentation scientifique, mais une information étendue et sérieuse, il est allé puiser à des sources sûres que décrit une bibliographie solide.

Qu'on ne s'attende donc pas à trouver dans ce livre des exposés scientifiques, encore moins le point des recherches actuelles dans les domaines aujourd'hui encore mal explorés. Nous songeons, par exemple, au chapitre de "L'humanisme pré-chrétien du Rwanda" sur lequel se penchent, à l'heure actuelle, tant de spécialistes, sans arriver à se mettre toujours d'accord. (2)

Ceux qui voudront approfondir l'information que met à leur disposition le livre de Monsieur Paternostre n'auront qu'à consulter la bibliographie. Ils pourront ainsi se procurer des ouvrages de première main.

Une deuxième partie retrace les années mouvementées qui, de 1959 à 1962, ont précédé l'indépendance, et les dix premières années du nouveau régime.

Ici, tout lecteur curieux de connaître son Rwanda, ne peut s'empêcher d'exprimer une très vive reconnaissance à l'auteur. Il a fouillé archives et documents avec une ténacité infatigable, obtenu d'avoir accès à des dossiers jusqu'ici inexploités; rangé d'innombrables statistiques; jeté de la lumière sur une période souvent déformée par le brouillard des informations fragmentaires ou partiales.

C'est une véritable mine de chiffres, de faits qui sont mis à notre disposition.

On aimera donc garder l'ouvrage à portée de la main, le consulter fréquemment, y puiser les éléments nécessaires à un jugement équilibré.

C'est surtout là nous semble-t-il qu'apparaît la valeur du livre.

Ajoutons que des annexes, des notes biographiques, des photos, en plus de la bibliographie mentionnée plus haut, viennent heureusement compléter cet ouvrage attirant.

Jean MASSION

(1) Editions De Boeck, Bruxelles. Editions rwandaises, Kigali. En vente à la Librairie Caritas, à Kigali, 300 FRS RW.

(2) Voir par exemple le texte de D. Ntombi : "Les rites religieux de la tradition rwandaise", dans Dialogue, No 24, janvier 1971 et de nombreux articles publiés dans la Revue "Foi et Culture" (Myundo)



Paraît tous les deux mois. Il publie des articles intéressant la vie chrétienne dans le monde d'aujourd'hui, en particulier au Rwanda.

Abonnements : Rwanda : Un an : 300 frs. rwandais

Banque Commerciale du Rwanda n° 3778 Kigali
ou par mandat-poste Dialogue B.P. 572 Kigali
ou par un Economat Général.

Etranger : Un an : 300 frs. belges

CCP 313.66 Abbé J. Massion, Bruxelles.